



PROCÈS-VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28/06/2021

Mesdames et Messieurs
les Conseillers Municipaux

Direction du pôle des ressources stratégiques
Service affaires juridiques/gestion des assemblées
Objet : réunion du conseil municipal
Affaire suivie par : Emmanuelle DADDA

Villefontaine, le 22 juin 2021

CONVOCATION AU CONSEIL MUNICIPAL

Date d'affichage : 22 juin 2021

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous inviter à participer au conseil municipal qui se déroulera le :

**Lundi 28 juin 2021 à 18H00
A la salle Daniel Balavoine
118 avenue du Driève - VILLEFONTAINE**

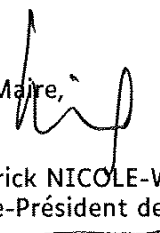
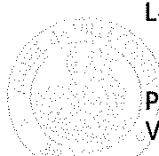
L'ordre du jour et les projets de délibération correspondants sont joints à la présente convocation.

Pour votre bonne information, le conseil municipal sera filmé et retransmis en direct sur la chaîne YouTube : <https://www.youtube.com>

Le conseil municipal sera accessible en différé sur le site internet de la commune : <https://villefontaine.fr>

Dans le souci du respect des gestes barrières, je vous remercie de vous munir de votre masque et de votre stylo.

Je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs, en l'expression de mes sincères salutations.

Le Maire,


Patrick NICOLE-WILLIAMS
Vice-Président de la CAPI



CONSEIL MUNICIPAL DU 28 JUIN 2021		
RAPPORTEUR	N°	ORDRE DU JOUR
M. LE MAIRE		Relevé des décisions
	1	Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 3 Mai 2021
C. GUETAT	2	Modification du tableau des effectifs
	3	Normalisation et organisation du temps de travail des agents de la commune et du CCAS
D. PENOT	4	Nouvelle convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité - 2021, 2023
Y. TOUYERAS	5	Alimentation du répertoire national d'identification des personnes physiques de l'Insee - renouvellement de l'acte d'engagement
J. DOS SANTOS	6	Carte scolaire - Affectation de nouvelles rues sur les secteurs de Servenoble et St Bonnet à compter de septembre 2021
	7	Modification du règlement de fonctionnement des temps périscolaires, extrascolaires et séjours
C. GUETAT	8	Officialisation de la candidature de Villefontaine en tant que territoire engagé pour la nature (TEN)
	9	Signature d'une convention tripartite de démoüstication entre la commune de Villefontaine, le Département de l'Isère et l'Entente Interdépartementale de démoüstication Rhône Alpes (EIRAD)
	10	Plan de financement de la borne de recharge pour véhicule électrique (IRVE) avenue du Driève
C. KOPFERSCHMITT	11	Forum de l'Emploi 2021 - Convention de partenariat avec Pôle Emploi
	12	Dérogation collective au repos dominical des salariés, report de dates en raison de la crise économique et sanitaire
J. GUILLERMINET	13	Exonération des droits de place des autorisations d'occupation temporaire du domaine public en raison de la crise économique et sanitaire
	14	Exonération des loyers des commerçants locataires de locaux commerciaux communaux en raison de la crise économique et sanitaire
	15	Aide au développement des petites entreprises du commerce et de l'artisanat avec point de vente, aide Fisac - sas LA BOX
	16	Aide au développement des petites entreprises du commerce et de l'artisanat avec point de vente, aide Fisac - COUPS DE CŒUR
	17	Aide au développement des petites entreprises du commerce et de l'artisanat avec point de vente, aide Fisac - CHEZ BANOI
J. DOS SANTOS	18	Subventions exceptionnelles pour les projets des écoles Louis Pasteur, Galilée et les Armières pour l'année 2020-2021
		Questions et informations diverses

Le Maire,

Patrick NICOLE-WILLIAMS

L'an deux mille vingt et un, le vingt-huit juin, le Conseil municipal de Villefontaine dûment convoqué conformément aux articles L2121-7, L2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle Balavoine sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire de Villefontaine.

PRÉSENTS : P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS, D. PENOT, JC. DURA, M. LORiot-CARNIS, Y. TOUYERAS, N. GUSTO, R. MESLEM, G. GENTHON, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, Z. MAZARI, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KEHTTAB, J. GAGET, A. CROS, JN. SALMON, K. HALLOUL, C. DUMOULIN, B. JAN, L. NASSISI, AV. MITTENDORFER.

ABSENTS REPRÉSENTÉS :

L. GRONDIN pouvoir à C. GUETAT
C. DEBRYE pouvoir à A. CROS
A. SAGIROGLU pouvoir à J.N. SALMON

ABSENTS : A. VERJUS

Le quorum est largement atteint. Ce conseil peut donc siéger valablement.

Est nommé secrétaire de séance : Julien GAGET

M. le Maire : Comme vous pouvez le constater, Mesdames, Messieurs, à partir de ce jour, les conseils municipaux seront retransmis en vidéo et en direct. Vous pourrez retrouver ensuite l'intégralité de la séance sur le site internet de la commune. Si vous le voulez bien, avant de commencer, en marge de ce conseil municipal, je voudrais faire une déclaration et revenir sur les scrutins des 20 et 27 juin dernier concernant les élections départementales et régionales. En premier lieu, je voudrais remercier très sincèrement les bénévoles, les agents et les élus qui ont assuré la tenue des bureaux de vote et féliciter tous les candidats pour leurs résultats. Je regrette, comme vous tous sans doute, cette abstention une nouvelle fois exceptionnelle y compris au niveau national. Nous avons l'impression de battre un nouveau record à chaque élection, et je ne sais pas comment la classe politique dans son ensemble peut reconquérir, à défaut du cœur du moins, la confiance des électeurs.

Mais, si je regrette cette abstention, je regrette encore bien plus la défection de certains élus du conseil municipal qui n'ont pas daigné se mobiliser pour assurer la charge des seize bureaux de vote à Villefontaine, et ce, malgré deux relances de ma part qui n'ont même pas obtenu de réponses, ce qui eut été la moindre des politesses. En dehors du fait que ces élus ont ainsi laissé toute la charge de travail aux autres et aux bénévoles, obligeant certains à rester toute la journée en poste, ils ont ainsi méprisé l'article L2121-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui fait obligation à tout conseiller municipal de remplir les fonctions qui lui sont dévolues par la loi, et en l'occurrence, la fonction d'assesseur entre dans ces obligations.

C'est aussi un véritable manque de considération et de respect pour leurs électeurs qui leur ont accordé leurs voix aux dernières municipales et qui sont ainsi bien mal représentés. Je pense que si nous voulons que les Français et les Françaises s'intéressent à nouveau aux affaires publiques, les élus se doivent de montrer l'exemple. Il ne suffit pas de parler de civisme, il faut se conduire en citoyen responsable. J'espère donc que pour les scrutins à venir, la ville de Villefontaine pourra compter sur tous ses élus pour assurer ce devoir qui est le nôtre : de tenir les bureaux de vote lors de toutes les élections et pas seulement de celles qui nous intéressent. Je vous remercie.

Nous allons pouvoir commencer les premières délibérations de ce conseil municipal. Je commence par un relevé des décisions. Ce soir, le secrétaire de séance sera Monsieur Julien GAGET.

RELEVÉ DES DÉCISIONS



DÉCISIONS DU MAIRE - CONSEIL MUNICIPAL DU 28 JUIN 2021

Numéro	Date de la décision	Intitulé	Titulaire	Montant / objet € HT	Service exécutant	CM du
MARCHES PUBLICS						
2021S01	25/01/2021	Marché subséquent à l'accord cadre 2020M45 Achat de matériels informatiques	MAKESOFT	24 447,00 €	Direction de la Ville connectée	28/06/2021
2021S02	22/03/2021	Marché subséquent à l'accord cadre 2017AC02 Achat de cartouches d'encre	ESI	2 796,60 €	Direction de la Ville connectée	28/06/2021
2021S03	03/03/2021	Achat d'une tablette	MAKESOFT	1 535,00 €	Direction de la Ville connectée	28/06/2021
2021S04	31/03/2021	Achat d'ordinateurs portables pour le télétravail	MAKESOFT	11 625,00 €	Direction de la Ville connectée	28/06/2021
2021M13	11/06/2021	Accord cadre pour la fourniture de papiers d'impression	LACOSTE	Maximum de 60 000 € HT	Affaires juridiques et commande publique	28/06/2021
2021M14	08/06/2021	Régie publicitaire pour le magazine municipal	AF COMMUNICATION	Réversion de 50 % des recettes encaissées à la commune	Communication	28/06/2021
2021M15	08/06/2021	Conception, mise en page, impression, façonnage, livraison et régie publicitaire de l'agenda annuel de la commune	AF COMMUNICATION	Réversion de 50 % des recettes encaissées à la commune	Communication	28/06/2021
2021M16	08/06/2021	Conception, mise en page, impression, façonnage, livraison et régie publicitaire du plan de la commune	AF COMMUNICATION	Réversion de 50 % des recettes encaissées à la commune	Communication	28/06/2021
2021M17	25/05/2021	Prise en charge des animaux récupérés sur le territoire de la commune de Villefontaine en dehors des heures d'ouverture des services municipaux	Clinique ARMONIA	1 journée de garde : 80 € TTC jour de garde supplémentaire : 42 € TTC Prise en charge d'un animal mort et incinération : 110 € TTC	Police municipale	28/06/2021
2021M18	21/06/2021	Travaux de déconstruction et désamiantage d'un bâtiment préfabriqué au groupe scolaire 12 - Jules Ferry	VALGO	24 730,00 €	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	28/06/2021
2020M09	10/05/2021	Extension et réhabilitation du Club House - Lot 1 Démolition - Gros œuvre / Avenant n° 2	SBH	Démolition de cloisons et dépose de WC - 1 260,00 €	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	28/06/2021
2020M12	14/05/2021	Extension et réhabilitation du Club House - Lot 4 Menuiseries / Avenant n° 1	BATIM'OUV	Fourniture et pose d'un bloc porte Fourniture et pose d'une porte de distribution : 1 048,40€	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	28/06/2021
2020M13	10/0	Extension et réhabilitation du Club House - Lot 5 Cloisons - Doublage - Faux plafonds - Peinture / Avenant n° 1	DIC	Fournitures et pose de cloisons pour le local de l'auto-laveuse Fourniture de siphons et caniveaux inox : 5 357,00 €	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	28/06/2021
2020M14	10/05/2021	Extension et réhabilitation du Club House - Lot 6 Carrelages - Faïence / Avenant n° 2	SIAUX	Création d'un local pour une auto-laveuse Fourniture de siphons et caniveaux inox : 7 959,00 euros	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	28/06/2021
2020M16	10/05/2021	Extension et réhabilitation du Club House - Lot 8 Plomberie VMC / Avenant n° 2	FERREOL	Fourniture, pose et raccordement d'un vidoir mural avec mitigeur Déplacement et remplacement d'un lavabo : 1 867,00 €	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	28/06/2021

2020M17	10/05/2021	Extension et réhabilitation du Club House - Lot 9 Electricité - Chauffage / Avenant n° 2	ELEC PARTNERS	Fourniture, pose et câblage d'une prise de courant ainsi que la suppression des bouton-poussoir pour le chauffage et l'éclairage des espaces ouverts au public : 1 356,00 €	Direction de la stratégie patrimoniale et aménagement	28/06/2021
DÉCISIONS						
2021-06	16/04/2021	Demande de subventions dans le cadre du plan école pour le changement des menuiseries au GS12 - Jules Ferry	/	Montant sollicité 102 493,96 €	Direction pôle ressources stratégiques	28/06/2021
2021-07	29/04/2021	Demande de subventions dans le cadre du FPD 2021 - vidéoprotection	/	Montant sollicité 56 876 €	Direction pôle ressources stratégiques	28/06/2021
2021-08	14/05/2021	Demande de subvention DPV 2021 pour le guichet unique	/	Montant sollicité : 676 142 €	Direction pôle ressources stratégiques	28/06/2021
2021-09	14/05/2021	Demande de subvention DPV 2021 pour la programmation des manifestations villardes	/	Montant sollicité : 238 900 €	Direction pôle ressources stratégiques	28/06/2021
2021-10	20/05/2021	Participation financière des entreprises pour la location des stands au forum de l'emploi	/	50,00 €	Economie de proximité	28/06/2021
2021-11	20/05/2021	Demandes de subventions pour le forum de l'emploi	/	Organisation du forum de l'emploi	Economie de proximité	28/06/2021
2021-13	27/05/2021	Signature bail commercial CHEZ BANOI	CHEZ BANOI WOK ET SUSHIS		Affaires foncières	28/06/2021
2021-14	28/05/2021	Revalorisation de la tarification des concessions et des columbariums	/	grille tarifaire dans la décision	Gestion de la relation aux citoyens	28/06/2021
2021-15	28/05/2021	Signature du bail Patio avec la CPAM	CPAM	36 383 € HT	Affaires foncières	28/06/2021
2021-16	28/05/2021	Signature du bail Patio espace coworking	OSEZ	31 200 € HT	Affaires foncières	28/06/2021

M. le Maire : Première délibération, vous avez le relevé des décisions du Maire qui est en première page de votre délibération des marchés publics attribués. Et en deuxième page des décisions, vous remarquerez que la décision n° 12 n'est pas intercalée entre la décision n° 11 et la n° 13 pour la bonne et simple raison qu'elle va être prise après ce conseil municipal et qu'elle figurera donc dans les décisions du mois d'octobre. Elle concerne la revalorisation du tarif des activités périscolaires et extrascolaires sans séjours, et elle figurera donc au conseil municipal du mois d'octobre. Sur ce relevé des décisions, y a-t-il des demandes d'intervention ? Des questions ? Non. Nous en avons pris acte.

1. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 03 MAI 2021

M. le Maire : Ensuite, nous avons donc l'approbation du procès-verbal du conseil municipal du 03 mai 2021. Le secrétaire de séance était monsieur Michel FAYET, il n'a pas fait d'observations. Sur ce procès-verbal, y a-t-il des demandes d'intervention ? Non.

Je mets donc aux voix. Sur ce procès-verbal du conseil municipal, y a-t-il des abstentions ? Des oppositions ? Il est adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

M. le Maire : Je vais, sans plus tarder, passer la parole au premier adjoint, Monsieur Christian GUETAT, sur la modification du tableau des effectifs.

2. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Christian GUETAT : Merci. Au travers de cette délibération, il nous est proposé d'acter des modifications du tableau des effectifs qui concernent trois postes. Le premier poste est une mise en adéquation de grade pour un poste d'assistant des systèmes d'information qui porte aussi sur des évolutions des missions attendues. Le second est un poste de référent Dotation des Actions Territoriales dit *DAT* pour un contrat de projet à temps complet à hauteur de 50 % sur une période de trois ans. Nous avons adossé ce poste-là à celui de manager de centre-ville, mais il s'avère que nous n'arrivons pas à trouver « le référent » qui puisse assurer les deux missions, donc nous les avons déconnectées et décorréées de manière à pouvoir porter les deux projets sur les trois années à venir.

Le troisième poste est une mise en conformité puisque nous avons créé un poste de référent famille qui concerne la MQS à temps complet et nous avons délibéré au 21 décembre 2020, et nous supprimons le poste qui était non complet à 50 % puisqu'il est remplacé par le poste dont je viens de vous parler.

M. le Maire : Merci Christian. Y a-t-il sur cette délibération, des demandes d'intervention ou des questions ? S'il n'y en a pas, je soumetts aux voix. Y a-t-il, sur cette délibération, des oppositions ? Des abstentions ? Il est adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

M. le Maire : Christian, tu vas poursuivre avec la normalisation et organisation du temps de travail des agents de la commune et du CCAS.

3. NORMALISATION ET ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS DE LA COMMUNE ET DU CCAS

Christian GUETAT : Cette normalisation du temps de travail s'impose à nous et à toutes les collectivités territoriales, avec une durée annuelle qui est connue : 1 607 heures. Maintenant, tout le monde sait que cela s'applique et que c'est d'ailleurs applicable au 01 janvier 2022. Cela va concerner les régimes dits annuels et les régimes hebdomadaires. Cela a été l'objet d'un travail qui a démarré en décembre 2020 et qui s'est étalé jusqu'au passage en CT qui remonte au 03 juin, avec deux propositions. La proposition qui a finalement été retenue est un alignement à 36h30 pour les horaires variables. Il y a juste une modification qui a été aussi acceptée par les personnels parce que toute cette proposition a été validée en CT, avec une pause méridienne qui est ramenée à 30 minutes. Ce qui permet aussi aux gens de ne pas avoir une durée journalière et hebdomadaire présence sur site très importante. Puisque nous sommes au-delà de 35 heures, cela se traduit par des repos compensateurs à présent actés, et des heures supplémentaires qui sont récupérables jusqu'à deux mois après, avec la possibilité d'aménagement d'horaire pour libérer des demi-journées. Il s'agit d'un grand travail de concertation. La particularité quand même puisqu'il y avait des congés extralégaux, c'est qu'effectivement, il n'y a plus de cumul et d'accès à des jours d'ancienneté. Ceux qui seront acquis au 31 décembre 2021 profiteront à celles et ceux qui en auront acquis, et au-delà, il n'y aura plus la possibilité d'avoir des journées ou demi-journées d'ancienneté puisque cela ne fait pas partie et ne rentre pas dans le cadre de la loi qui est définie en tête de ce slide. Qui a-t-il d'autres à dire ? Je pense que c'est à peu près la synthèse : grosse concertation avec les directions, avec les services, avec les organisations syndicales, avec les élus et une validation qui s'est faite par étapes successives.

M. le Maire : Merci Christian. Je vais faire un petit aparté comme on dit au cinéma : merci de rallumer vos portables en sortant.

J'abonde dans ton sens Christian. Je voudrais saluer le travail de l'administration, des élus et des représentants du personnel parce que c'est un sujet complexe qui remettait en question

bien des choses, et ce travail s'est vraiment fait dans un climat apaisé et en totale harmonie – si j'ose employer ce terme – sur un sujet compliqué. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Monsieur HALLOUL.

Khalid HALLOUL : J'aurais deux ou trois petites questions. Je ne souhaite pas revenir sur la question de la négociation parce que cela relève de l'affaire des partenaires sociaux, et comme vous l'avez signalé, cette négociation a duré quelque temps. Je voulais plutôt m'arrêter sur deux points qui sont l'impact de cette organisation sur les conditions de travail et surtout savoir – comme cela a été fait dans d'autres communes en lien à cette réforme – si vous avez prévu parallèlement à ces accords, des mesures concernant la QVT (Qualité de Vie au Travail). Par conséquent, est-ce que vous avez des mesures de ce type en guise de compensation par rapport à l'augmentation du nombre d'heures ? J'ai une autre question que je poserai ultérieurement.

Christian GUETAT : Concernant la QVT, justement, vérifier et s'assurer qu'il n'y a pas une augmentation de la durée de présence sur site des agents qui entrerait dans la négociation et dans tout le travail qui a été fait. C'est pour cela que finalement, les quinze minutes qui ont été gagnées font que les personnels vont arriver sur site à peu près à la même heure et repartir quasiment à la même heure sur 200 et quelques jours de travail. Il n'y a pas de contraintes supplémentaires, elle a effectivement été abordée, négociée et acceptée en état. Je crois avoir compris la question – et vous allez me dire si je me trompe – concernant le service rendu aux usagers, compte tenu de l'augmentation du temps de présence sur site des personnels de mairie, il n'y aura pas un impact par cette délibération et cet alignement sur le temps de travail de 1 607 heures. S'il y a des services qui doivent être augmentés, ce sera dans un autre cadre et qui ne sera pas celui-ci.

Khalid HALLOUL : La dernière question porte sur la question de la communication aux agents. Il y a eu un accord, il y a des négociations. Quel type de communication avez-vous prévu à destination des agents pour qu'ils intègrent les dispositions de cet accord ?

Christian GUETAT : D'ailleurs, c'était un point sur lequel nous avons bien identifié que cela nécessitait un accompagnement. Ainsi, l'accompagnement est fait dans un premier temps par les organisations syndicales qui se sont chargées de cette communication-là, puisque de toute façon, elles étaient aussi à la manœuvre en même temps que l'administration. Il y a eu une communication, mais je ne sais plus si c'est dans le bulletin interne. Chaque personnel a reçu, avec sa fiche de paie, un document qui explique effectivement en quoi cela change leur quotidien et leur mode de fonctionnement.

Khalid HALLOUL : Une dernière question et je passe la parole à mon collègue. Il y a des communes qui, effectivement, travaillent aussi sur cette réforme et qui ont prévu dans les accords un accompagnement de l'encadrement en termes de formation. Est-ce que la ville de Villefontaine a prévu ce type de dispositif ?

Christian GUETAT : Alors, l'accompagnement a été fait depuis décembre puisque tout s'est construit avec les directeurs de pôle et les chefs de service. Je ne sais plus combien de séances de travail ont été réalisées parce que je n'ai pas la frise sur laquelle il y a ces temps de travail, mais ils ont été faits et s'il y a un accompagnement nécessaire, nous avons les RH qui sont présentes et qui seront sollicitées pour faire cet accompagnement-là.

M. le Maire : Monsieur SALMON.

Jean-Noël SALMON : Dans votre présentation publique, il manque une précision qui était dans le rapport : c'est le sort de ces jours compensateurs – que nous avons pris l'habitude d'appeler RTT – en cas de congés maladie. Dans le rapport, il est indiqué qu'en cas de congés maladie, il y a une réduction à due proportion de ces repos compensateurs. Cela me semble en contradiction avec l'article du Code du travail qui prévoit cette instauration, il s'agit de l'article L3121-50 qui prohibe la réduction des RTT et des repos compensateurs en cas de maladie.

Christian GUETAT : Nous ne parlons pas des RTT.

Jean-Noël SALMON : Sauf que de fait, c'est la même chose. Vous êtes en régime forfaitaire, vous n'êtes pas sur une pointeuse. Donc, en régime forfaitaire tout le monde est censé faire ses 36h30, vous ne pouvez pas réduire les jours de compensation. Le passage de 36h30 à 35, vous ne pouvez les réduire en cas d'absences maladie, en tout cas depuis la mise en route des 35 heures et les différentes lois sur l'aménagement du temps de travail. C'est un principe qui avait été acté par tout le monde, donc là, je suis très surpris que vous puissiez vous accorder cette libéralité.

M. le Maire : Je vais passer le micro à la directrice des ressources humaines qui va vous répondre plus précisément, Monsieur SALMON.

Directrice des ressources humaines : Bonjour. Dans ce cadre-là, nous sommes bien sur du repos compensateur, et non pas sur de la RTT. Les termes ont vraiment leur importance. Effectivement, le temps de travail de l'agent est toujours sur une base de sept heures journalières auxquelles, en fonction de leur organisation, ils feront du temps supplémentaire. Donc, nous sommes bien sur un repos compensateur. Là, ce que nous vous avons donné, c'est le cadre général qui ne correspond pas encore à ce qui est mis en place parce qu'en fonction des services, des postes et des besoins de service, il pourrait y avoir des organisations et des cycles qui seraient différents. Donc, dans ce cadre-là, effectivement, l'agent va bénéficier de repos compensateur en fonction des heures qu'il fera en plus de ce temps légal, puisque le temps légal est bien de 1607 heures à l'année.

Jean-Noël SALMON : Vous demandez aux agents de travailler 36h30 par semaine ?

Directrice des ressources humaines : Pas forcément par semaine. Aujourd'hui, c'est la base de calcul qui est présentée pour la délibération et ensuite, il y aura toute la partie

organisationnelle. C'est une deuxième étape sur laquelle on travaille aussi avec les organisations syndicales parce qu'elles sont différentes en fonction des services et des besoins. De toute façon, in fine, il faut qu'à l'année l'agent ait réalisé ses 1 607 heures, et ce sont les heures réalisées au-delà qui lui permettent d'avoir du repos compensateur.

Jean-Noël SALMON : Là, nous sommes dans l'argutie. Est-ce que la base de travail est de 36h30 par semaine ? Est-ce que c'est cette organisation-là que vous mettez en place ?

Directrice des ressources humaines : Non, la base de travail est de 35 heures et on vient sur du 36h30 sur le régime proposé. Donc, c'est 35 heures plus 1 h 30 de repos compensateur, qui seront générées grâce au 1 h 30 réalisée en plus chaque semaine.

Jean-Noël SALMON : Mais ces heures-là sont faites sur la base du volontariat, c'est-à-dire : par exemple, je n'ai pas de contraintes, je peux rester une demi-heure de plus tous les jours et à la fin ça me fait 36h30, c'est du volontariat ou c'est une organisation ? Si c'est une organisation qui fixe le temps de travail à 36h30, nous sommes bien sur 36h30 travaillés qui donnent droit à neuf jours par semaine de repos compensateur (également appelé jours de RTT). Par contre, vous ne pouvez pas le réduire si, par hasard au cours de cette semaine-là, la personne est malade.

Directrice des ressources humaines : Justement, nous faisons la différence, et juridiquement il y a une différence entre repos compensateur et la RTT parce que nous sommes bien toujours sur une base de 35 heures. Et comme l'a dit aujourd'hui le législateur, ce qui est demandé est une base de travail de 35 heures et de faire 1607 heures. Ainsi, dès lors que l'agent fait ses 1607 heures, effectivement il a du repos compensateur au-dessus, mais dès lors qu'il ne les fait pas, il ne va pas pouvoir avoir ses jours de repos compensateur en plus. Le système des 36h30 est ce qui permet de calculer annuellement le droit au repos compensateur, mais il faut le générer. C'est comme un travail dans l'annualisation : pour les agents qui sont en annualisation, les périodes peuvent fluctuer en fonction des besoins et cela vient des postes. Mais, in fine, nous ne sommes pas sur des cycles qui sont forcément toujours les mêmes.

Jean-Noël SALMON : Écoutez, on nous demande de délibérer sur un régime de travail hebdomadaire des agents à 36h30.

Directrice des ressources humaines : C'est-à-dire un régime de 35 heures plus 1 h 30 de repos compensateur.

Jean-Noël SALMON : Pas de repos, il travaille 36h30.

Directrice des ressources humaines : C'est le travail qui va pouvoir générer le repos compensateur.

Jean-Noël SALMON : Je regrette, mais si j'étais salarié de la ville, j'aurais l'impression de me faire avoir. On me demande de travailler 36h30, mais on m'explique que c'est un temps de

travail que je choisis. Nous choisissons ou nous imposons ? Si nous imposons 36h30, et c'est l'organisation du travail qui me semble être proposée ou en tout cas ce qui a été exposé par Monsieur GUETAT, ça ouvre droit à une compensation de neuf jours de repos supplémentaires, mais à ce moment-là, vous ne pouvez pas le réduire en cas de maladie. Sinon, nous sommes sur des régimes individualisés, c'est-à-dire que tout le monde travaille 35 heures et ils ont la possibilité de faire 1 h 30 supplémentaire chaque semaine. Cela est possible.

Directrice des ressources humaines : En réalité, ce qui a été vu dès le départ, et ce, même avec les organisations syndicales, c'est qu'on devait faire en sorte que cela pénalise le moins possible les agents. C'est d'ailleurs pour cela que tout à l'heure monsieur le Maire parlait des conditions dans lesquelles cela a été réalisé, et de ce fait, il était important de proposer un régime qui, dès le départ, venait compenser la perte des sept jours, mais pour cela il faut quand même qu'ils génèrent le temps.

Jean-Noël SALMON : Nous pouvons le prendre dans tous les sens, nous en revenons à un seul et même sujet : quel est le temps de présence demandé aux agents par semaine ? Est-ce que c'est 35 heures ou est-ce que c'est 36h30 ? Si c'est 36h30, vous ne pouvez pas réduire les jours de RTT, même s'il y a de la maladie.

M. le Maire : Monsieur SALMON, il faut que nous parlions de la même chose. Là, vous générez du repos compensateur, et j'insiste bien sur le terme : il s'agit du repos compensateur et non pas du RTT. Le RTT, c'était un aménagement qui avait été fait quand nous sommes passés des 39 heures aux 35 heures, c'est-à-dire que cela permettait d'indemniser les salariés qui étaient restés à 39 heures par rapport à la durée légale du travail. Là, vous êtes dans un système où vous générez du repos compensateur, tout comme vous générez des congés payés lorsque vous faites votre durée normale de travail. D'accord ? Donc, il n'est pas question d'une réduction du repos compensateur, il est question d'une non-acquisition d'un repos compensateur dès lors que vous ne faites pas vos 1607 heures par an, soit vos 36h30 par semaine. C'est bien cela qu'il faut comprendre. Nous ne sommes pas dans une réduction, nous sommes dans une non-acquisition.

Jean-Noël SALMON : Monsieur, cela s'appelle de l'argutie juridique. Je repose une énième fois la question : quel est le temps de travail par semaine des agents ?

M. le Maire : 36h30. Aujourd'hui, il est de 35 heures et il doit passer à 36h30 dans le cadre de la récupération à 1607 heures de travail par an, mais ils auront les repos compensateurs.

Jean-Noël SALMON : Nous sommes d'accord. Donc, le temps de travail est de 36h30, ce qui génère... vous persistez à l'appeler *repos compensateur* alors que tout le monde continuera à l'appeler *RTT*... qui génère neuf jours de congés pour s'aligner sur les 35 heures, les 1607 heures. De fait, c'est un régime forfaitaire, donc vous ne pouvez pas le réduire.

M. le Maire : Mais non, absolument pas. Écoutez, je pense que si les organisations syndicales avaient eu l'impression comme vous le dites de « s'être fait avoir », elles auraient réagi vertement. Cette négociation a été conduite avec beaucoup d'échanges avec elles, elles ont très bien compris le dispositif et elles l'ont accepté. Donc, nous n'allons pas discuter sur ce point. Pour ma part, ce que j'en sais, c'est que les représentants du personnel l'ont accepté. Voilà. Encore une fois, ce qu'il faut que vous compreniez dans cette délibération, c'est qu'on est sur de l'acquisition de repos compensateur, et non pas dans une réduction des congés. Vous êtes dans une acquisition de repos compensateur si vous faites vos 36h30, et vous n'êtes pas dans une réduction de vos congés normaux si vous ne les faites pas. Vous générez le repos compensateur en plus.

Jean-Noël SALMON : Et si tout à coup, en tant que salarié, je décide de travailler 39 heures ou si mon chef de service m'explique que je dois travailler 39 heures compte tenu de l'organisation, qu'en est-il des 2 h 30 supplémentaires ?

M. le Maire : Elles seront payées en heures supplémentaires ou elles seront récupérées. La règle, c'est avant tout de récupérer.

Jean-Noël SALMON : Cela confirme ce que je vous dis depuis le début : le régime normal de travail que vous imposez aux agents est de 36h30, ce que je peux comprendre.

M. le Maire : Non.

Jean-Noël SALMON : Mais si, vous pouvez le tourner dans tous les sens. Vous demandez aux agents de travailler au-delà de 35 heures par semaine, donc vous demandez 36h30 qui est la référence. Demain matin, personne ne peut vous dire : « *Monsieur le Maire, je ne travaille que 35 heures.* »

M. le Maire : Si. Pascal, je vous laisse répondre sur les détails.

Jean-Noël SALMON : Ce n'est pas ce que vous nous présentez.

Pascal : Bonsoir. Je voudrais revenir sur la logique qui sous-tend tout cela, pas sur les arguments juridiques parce que pour le coup, nous faisons notre travail et les arguments juridiques ont été vérifiés. Nous avons sept jours de congés que nous ne devrions pas avoir. Ce qui veut dire que les agents de la ville de Villefontaine devraient travailler sept jours de plus. Quand on normalise le temps du travail, cela consisterait, et ce de manière très basique et caricaturale, à supprimer ces sept jours de congés. Il a été proposé tout simplement que les agents aient la possibilité de travailler plus longtemps sur une semaine de manière à ce que les heures qu'ils font en plus toutes les semaines permettent de générer, ce que la loi appelle, des repos compensateurs. La base de travail à Villefontaine reste 35 heures, mais les temps de travail cible pour tous les agents sera de 36h30. Je dis bien *cible* car si vous connaissez le fonctionnement d'une administration, tous les agents ne font pas forcément le même nombre d'heures par semaine, soit c'est lié à des cycles de travail, soit c'est lié à des impératifs de

service. À partir du moment où un agent réalise 36h30 par semaine, il génère neuf jours de repos compensateur par an, ce qui signifie qu'il récupère ses sept jours qu'il avait avant en travaillant 1 h 30 de plus par semaine. Si l'agent en question n'arrive pas à faire ses 36h30, pour x raisons et il peut y avoir plein de raisons différentes – y compris les absences pour maladie – dans ce cas-là, les jours de repos compensateurs ne sont pas générés. C'est un fonctionnement qui va complètement à l'envers du système des RTT pour lesquels un agent qui faisait plus de 35 heures devait avoir une réduction du temps de travail pour s'aligner sur la loi des 35 heures. Donc, il y a deux confusions à ne pas faire : la première, c'est de considérer que le repos compensateur permette d'atteindre l'objectif de normalisation du temps de travail, cela n'a rien à voir, l'objectif est de faire 1607 heures parce que la loi nous l'impose. Ensuite, la deuxième confusion à ne pas faire, c'est considérer les repos compensateurs comme des réductions du temps de travail.

M. le Maire : Merci Monsieur le Directeur général. Oui, Monsieur HALLOUL.

Khalid HALLOUL : J'ai compris la nuance, même si la confusion vient aussi de la présentation. C'est la balle au centre. En réalité, c'est le régime annuel qui prime et in fine c'est quand même les 1607 heures que tout agent doit faire à la fin de l'année.

M. le Maire : Oui, tout à fait.

Khalid HALLOUL : Après effectivement, vous introduisez un régime hebdomadaire qui peut prêter à confusion. J'accorde le fait que dans les textes que j'ai lus, nous parlons bien de repos compensateur, et c'est effectivement la loi qui le dit. En revanche, dans la présentation, il y a quand même une certaine confusion et je voulais justement savoir : est-ce que vous avez – je présume que oui – prévu des outils de contrôle ? Et à quelle échéance se font les compteurs ? Est-ce qu'ils se font au trimestre par exemple ? Ou est-ce que vous allez attendre la fin de l'année pour voir ce que chaque agent a réalisé comme nombre d'heures annuel ? Cela est très important. Sachant que les compteurs se mettent à zéro à la fin de l'année, donc au mois de décembre parce que nous sommes sur l'année civile, que se passerait-il dans le cas où un agent ferait moins de 1607 heures ?

Christian GUETAT : Le travail sur les outils est en cours puisque de toute façon, nous avons un outil appelé CIRIL qui gère le temps de travail sur lequel il va falloir travailler : faire des amendements ou de petites modifications par exemple. Ce travail est encore en cours, il y aura effectivement des contrôles, et aujourd'hui, le pas des contrôles n'est pas forcément fixé. Tout ceci se fera à partir de janvier, donc on a encore un peu de marge. Nous allons travailler sur l'outil, le mettre en place, faire du retour d'expérience pour justement savoir quel est le pas de contrôle le plus opportun pour donner de la visibilité aux agents, au service et au Directeur.

Khalid HALLOUL : Juste une dernière question : est-ce que l'accord a été signé ?

Christian GUETAT : Il n'y a pas d'accord. Nous sommes passés en comité technique, cela veut dire qu'il vaut pour accord.

Khalid HALLOUL : D'accord.

Christian GUETAT : À l'unanimité et les deux organisations syndicales étaient rattachés avec cette position.

Jean-Noël SALMON : On leur a dit qu'il n'y avait pas le choix.

M. le Maire : Monsieur SALMON, s'il vous plaît, vous n'étiez pas au comité technique, alors je ne vous autorise pas à dire cela. Je suis désolé, mais vous n'avez pas le droit d'introduire des notions comme celles-ci.

Jean-Noël SALMON : Vous n'avez rien à m'autoriser, Monsieur le Maire, la parole est libre.

M. le Maire : J'ai tout de même le droit de commenter et de dire que vous n'avez pas le droit d'affirmer cela.

Jean-Noël SALMON : M. le Maire, juste une remarque à votre Directeur général. Je connais le fonctionnement des collectivités depuis quelques dizaines d'années, j'y ai participé, je suis également fonctionnaire, donc je n'admets pas que soit mise en doute à quelque moment que ce soit ma connaissance du fonctionnement des collectivités.

M. le Maire : De même, vous ne voulez pas que soit mise en doute notre intégrité dans les discussions que nous avons avec les organisations syndicales. Cela fait un point partout Monsieur SALMON.

Jean-Noël SALMON : Vous ne m'avez pas convaincu sur cette modalité puisque quand je vous parle d'un régime hebdomadaire, vous me répondez annualisation. Sur l'annualisation, ça se discute effectivement, mais c'est un sujet sur lequel tout le monde se coltine parce que c'est très compliqué d'organiser l'annualisation avec des régimes liés au fonctionnement d'autres institutions, nous sommes d'accord. Par contre, la question reste entière sur les gens qui sont au régime dit hebdomadaire et je ne suis pas convaincu par votre explication. Je pense que c'est un détournement de l'esprit du passage aux 35 heures qui était les lois successives de Robien et autres. Personnellement, vous ne m'avez pas convaincu, je reste donc sur ma position.

M. le Maire : Eh bien écoutez, ce n'est pas grave, ce n'est pas la première fois que vous n'aurez pas été convaincu, mais cela ne nous empêchera pas de voter les textes. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets cette délibération aux voix. Y a-t-il des oppositions ? 4. Des abstentions ? Est adoptée à la majorité. Je vous remercie.

Adopté à la majorité, 4 voix contre

4. NOUVELLE CONVENTION DE GESTION URBAINE ET SOCIALE DE PROXIMITÉ – 2021,2023

M. le Maire : Danielle PENOT va nous parler de la nouvelle convention de GUSP (Gestion Urbaine et Sociale de Proximité).

Danielle PENOT : Merci Monsieur le Maire, bonsoir à tous. La Gestion Urbaine et Sociale de Proximité peut être définie comme un réseau inter-partenarial d'entretien du bâti, de gestion des espaces publics et privés et d'animation sociale des quartiers au bénéfice des habitants usagers. Les cinq principales problématiques traitées sont : les domanialités, la gestion des encombrants, la propreté et les espaces extérieurs, l'implication des habitants et la gestion de l'abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties. C'est un outil de la vie de quartier sans budget dédié, porté par la seule volonté des partenaires qui décident d'engager, sur des actions concertées, leurs ressources propres pour la résolution des difficultés communes rencontrées sur notre territoire. Elle a été initiée à Villefontaine en 2003 et est la plus ancienne du Nord-Isère, et surtout, celle qui a mis en place la première convention en réponse aux problématiques rencontrées sur le quartier des Étourneaux aux Roches.

Le besoin se faisant sentir en 2010, elle s'est étendue au quartier de Saint Bonnet, avec la signature de la convention de rénovation urbaine PNRU1 en 2015 à Servenoble, et plus récemment en 2017 sur le quartier des Fougères. Cette première convention est arrivée à son terme fin 2019 après la signature de plusieurs avenants. La nouvelle convention devait être rédigée en 2020, mais comme vous le savez, à cause de la pandémie, cela n'a pas pu se faire. En ce début d'année, la proposition d'une nouvelle convention a été soumise et validée par tous les acteurs signataires, donc vous les retrouverez dans le projet de convention. Elle couvrira la période 2021 à 2023, années de mise en place des nouveaux contrats de ville et aura toute sa place dans l'accompagnement et l'appropriation des nouveaux espaces liés à la rénovation du centre-ville par les habitants.

Donc, il est demandé ce soir que Monsieur le Maire puisse signer cette nouvelle convention avec tous les partenaires. Merci.

M. le Maire : Merci Danielle. Un dispositif que nous connaissons bien ici, à Villefontaine, puisqu'effectivement il a été initialisé il y a déjà de nombreuses années. Y a-t-il des demandes d'intervention ou des questions ? Monsieur JAN.

Bernard JAN : Merci Monsieur le Maire. Nous avons noté que vous aviez effectué un recueil de doléances pour les habitants des Étourneaux d'abord et d'autres quartiers de la ville ensuite. Pourriez-vous nous rappeler selon quelle modalité et quelle fréquence ? Et quel est le circuit d'action mis en place suite à ces recueils de doléances ? Les personnes qui ont soumis une demande de doléances ont-elles reçu une réponse individualisée ? Qu'en est-il des recueils sur tous les quartiers de la ville ?

Danielle PENOT : Tout ce que je peux vous dire, c'est que nous avons régulièrement des entretiens avec les bailleurs sociaux parce que la priorité est de travailler en collaboration...

Bernard JAN : Juste excusez-moi, je voulais parler des habitants, je ne voulais pas parler des bailleurs sociaux.

Danielle PENOT : Dans le centre-ville, nous avons énormément de bailleurs sociaux puisque la gestion urbaine se fait justement dans les quartiers de la politique de la ville où il y a le plus d'habitants défavorisés. Donc, nous avons fait des actions avec eux, c'est-à-dire surtout au niveau de la sécurité. Ainsi, les bailleurs sociaux et une entreprise privée ont travaillé ensemble pour que cette sécurité et surtout cette insécurité soient mises en avant. Il y a eu aussi du travail en pied d'immeuble qui a été réalisé avec eux. C'est donc un gros travail, j'avais d'ailleurs fait passer tout le document à tous les participants de la commission (il y avait au total 18 personnes), et Emmanuelle DADDA vous l'a fait repasser une deuxième fois. Donc, si vous faites partie de la commission, vous avez eu le document que je vous ai produit.

Bernard JAN : J'ai essayé, mais je n'ai jamais pu me connecter.

Danielle PENOT : Ah, alors là, c'est un peu grave... enfin bon, je ne comprends pas, ce n'est pas grave. Si vous voulez, nous vous le référons passer, vos collègues ont dû sûrement l'avoir aussi. Nous vous avons même marqué le bilan des actions menées en GUSP de la première convention, donc vous avez tout. Avec la participation des habitants, nous avons agi dans mon quartier en mettant en place la fabrication et l'installation de compost avec le jardin collectif de Vaugelas. Nous avons également fait des chantiers de jeunes, nous avons démantelé une très grosse problématique aux Étourneaux parce qu'il y avait une mécanique sauvage, et donc nous avons travaillé là-dessus. Nous avons installé une aire de jeux qui est entretenue par la commune. Nous avons aussi réalisé des diagnostics en marchant avec les bailleurs, les habitants et le comité d'usagers. Nous avons participé à l'évolution des travaux de la rénovation urbaine, quand il y a eu des réhabilitations, nous avons toujours été présents, les habitants aussi. Nous avons ainsi mené toutes ces actions-là, que ce soit dans le centre-ville ou dans les quartiers en veille active : Servenoble et les Fougères. Nous pourrions vous refaire passer le document, mais je pense que votre groupement a dû l'avoir. Je ne sais pas, il faudra que je redemande.

M. le Maire : Merci Danielle. Les documents que vous n'avez pas pu avoir parce que vous ne pouvez pas vous connecter, nous vous les référons repasser et vous trouverez sans doute une grande partie de vos réponses à l'intérieur. Y a-t-il d'autres questions ? Monsieur NASSISI.

Ludovic NASSISI : La GUSP concerne également les dépôts sauvages. Nous savons que la problématique implique Villefontaine puisque c'est en tout cas pour nous récurrent, et malgré l'antériorité de la GUSP, ce n'est pas forcément résolu. Il est dit dans les objectifs que vous allez renforcer les actions pédagogiques, nous sommes allés sur place et nous n'avons pas encore vu de choses. Qu'est-ce que vous projetez ? Dans quelle mesure vous allez avoir un

engagement fort sur ces questions qui sont récurrentes et importantes ? Des questions qui donnent cet aspect à Villefontaine et qui donnent effectivement la lenteur de notre ville en termes de propreté de la ville.

M. le Maire : Vous voyez que nous sommes sur le projet de convention 2021-2023, donc ce sont les objectifs, ils vont commencer à être travaillés dans les premières réunions GUSP qui seront faites avec les partenaires. C'est à ce moment-là qu'ils vont établir les actions qui vont être menées, que ce soit les actions pédagogiques, les actions curatives, les actions préventives, qui seront faites dans le cadre des objectifs définis. Ce soir, nous parlons de la signature de la nouvelle convention. C'est à partir de là que les réunions de travail vont avoir lieu et que nous allons définir les moyens.

Danielle PENOT : Si je peux compléter, nous n'avons jamais arrêté les réunions avec les bailleurs, que ce soit avec le SMND comme vous voyez. Le sujet des encombrants est un très gros dossier que nous travaillons en collaboration avec la CAPI parce que nous ne pouvons pas être seuls sur ce sujet-là. Il faudrait également que les habitants et les citoyens s'emparent de cela, parce que les encombrants ne sont pas que du fait de la mairie. La mairie fait tout ce qu'elle peut, nous avons le CEI qui travaille avec nous, et je peux vous dire que nous faisons tout ce que nous pouvons avec les moyens possibles de notre côté. Excusez-nous, mais nous ne pouvons pas faire mieux. En tout cas, au niveau de la CAPI, nous travaillons d'arrache-pied sur ce gros dossier.

Ludovic NASSISI : C'est justement pour cela que je pose la question parce que nous savons que le CEI est fortement engagé, mais s'il enlève les encombrants le jeudi matin, dès l'après-midi c'est à nouveau un peu encombré. Voilà pourquoi cette question. Et puis, avec un petit peu d'impatience, nous allons attendre la réponse.

M. le Maire : C'est une problématique qui ne concerne pas que Villefontaine, hélas, nous faisons face aujourd'hui à des comportements sociaux qui ont complètement dérapé depuis quelques années. Vous nous avez souligné, vous-même, la difficulté, mais croyez que nous y mettons tous les moyens. Il n'y a pas beaucoup de villes qui ont des chantiers environnements insertion avec des jeunes qui sont payés par la commune, qui sont justement utilisés pour lutter contre cela. Nous mettons tous les moyens qui sont à notre disposition et c'est pour cette raison que nous reconduisons cette convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité avec l'ensemble des partenaires pour essayer de s'améliorer et essayer de faire encore mieux. S'il n'y a plus de demandes d'intervention... Si, Madame DUMOULIN, allez-y.

Céline DUMOULIN : Nous tenions à souligner que c'est effectivement un bon outil, un outil qui est indispensable pour gérer une ville telle que Villefontaine. Par contre, nous avons un regret sur le manque de formalisation et de suivi. Vous parlez d'engagement de chacun des partenaires, nous n'avons pas de doutes là-dessus. Nous avons effectivement eu un bilan qui nous a été envoyé suite aux échanges que nous avons pu avoir en commission. Quant à l'engagement financier de chacun des partenaires, il est vrai que la partie formalisation

pourrait aussi être quelque chose d'intéressant à mettre en place pour le suivi de la prochaine convention et celles à venir.

M. le Maire : Il y a déjà pas mal de choses qui sont formalisées, nous avons notamment des accords avec les bailleurs. Tout à l'heure, je parlais des Chantiers Environnement Insertion, mais je pourrais aussi vous citer l'abattement de la TFPB et tout un tas d'autres dispositifs qui sont formalisés. À ma connaissance, il n'y a pas un bilan consolidé de l'ensemble des actions parce que chacun est maître de ses budgets que ce soit la commune, les bailleurs ou la SMND. Certes, nous n'avons pas de bilan consolidé, mais je peux vous dire que les efforts consentis par les uns et les autres sont conséquents.

Je vais, à présent, mettre cette délibération aux voix. Sur ce projet de convention GUSP 2021-2023, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? 7 abstentions. Je vous remercie. Est adoptée à la majorité.

**Adopté à la majorité
7 abstentions**

5. ALIMENTATION DU RÉPERTOIRE NATIONAL D'IDENTIFICATION DES PERSONNES PHYSIQUES DE L'INSEE – RENOUELEMENT DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

M. le Maire : Monsieur TOUYERAS, je vais vous passer la parole pour nous parler de l'alimentation du répertoire national de l'Insee.

Yves TOUYERAS : Merci, bonsoir à tous. Je vous rapporte une délibération pour un aménagement pour plus de cinq cités administratives. Comme vous le savez, depuis de nombreuses années, la commune transmet des bulletins d'état civil à l'Institut National de la Statistique (INSEE) de façon dématérialisée. Il s'agit essentiellement de naissances, d'extraits de décès, de mariage, de PACS, etc. Ceci se fait dans le but de permettre l'alimentation du répertoire national d'identification des personnes physiques, c'est une obligation. Donc, pour cette délibération, au lieu de refaire cette convention pour une durée de cinq ans, nous proposons un engagement pérenne avec bien sûr une possibilité de résiliation des parties en temps voulu. C'est donc une possibilité pour un échange à flux tendu, c'est-à-dire en dématérialisé, en informatique, à partir d'une plateforme. En résumé, cela ne change absolument rien en organisation et cela évite la paperasse. Voilà, Mesdames, Messieurs.

M. le Maire : C'est une délibération assez simple. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Non. Je mets aux voix. Sur cette délibération, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

6. CARTE SCOLAIRE – AFFECTATION DE NOUVELLES RUES SUR LES SECTEURS DE SERVENOBLE ET SAINT BONNET À COMPTER DE SEPTEMBRE 2021

M. le Maire : Monsieur DOS SANTOS, nous allons affecter de nouvelles voiries sur les secteurs de Servenoble et Saint Bonnet à la carte scolaire.

Jacques DOS SANTOS : Bonsoir. Oui, exactement. À Villefontaine, de nouvelles constructions se trouvaient sur des terrains vides, elles n'étaient donc affectées à aucun groupe scolaire. C'est pourquoi, il faut à présent les affecter en conseil municipal. Je précise qu'il ne s'agit pas d'une modification de carte scolaire puisque les bâtiments juste à côté étaient déjà affectés à ce groupe scolaire. En immeuble, vous avez notamment le Domaine 90, c'est l'ancienne IRET. Nous avons créé deux nouvelles rues : Antonio Meucci et Elisha Gray, nous affectons donc ces rues au GS3. Juste derrière le cimetière, six nouvelles maisons vont être construites, rue Abbé Metifiot, qui seront aussi affectées au GS3, à Servenoble.

La deuxième affectation que nous vous proposons est à Saint Bonnet. La Demeure des Fontaines est déjà bien avancée, elle est à côté du Fellini, à rue de la République et va être affectée à Buisson Rond, donc au GS10, comme d'ailleurs tous les appartements au-dessus du Casino ainsi que tout le centre de Villefontaine. Je pense qu'il n'y a pas de choses très nouvelles, mais il faut quand même le faire valider puisque ces rues n'étaient pas dans la liste que vous avez juste derrière. En effet, c'est une liste qui indique précisément à quel groupe scolaire est affectée chaque rue de Villefontaine.

M. le Maire : Y a-t-il des demandes d'intervention ? Monsieur SALMON.

Jean-Noël SALMON : Juste une précision, j'étais surpris d'apprendre que j'habitais dorénavant dans le secteur de Servenoble. Je crois que l'ensemble dit 90 Domaine ainsi que les rues Antonio Meucci et Elisha Gray et les contours du Village sont plutôt dans le Village justement et pas dans le quartier de Servenoble.

M. le Maire : Sur le Domaine 90, nous sommes vraiment en bordure.

Jean-Noël SALMON : Un peu de précision.

M. le Maire : Nous corrigerons, nous ne voulons pas vous vexer sur ce sujet-là. Je sais que vous êtes attaché à votre appartenance au Village.

Jean-Noël SALMON : Pas plus que cela, je suis attaché à mon appartenance à Villefontaine et à la juste dénomination des choses.

M. le Maire : Il n'y a pas de sujet là-dessus. Bien, s'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je sou mets aux voix sur ce rattachement de ces nouvelles voiries. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

7. MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DES TEMPS PÉRISCOLAIRES, EXTRASCOLAIRES ET SÉJOURS

M. le Maire : Jacques, toujours : modification du règlement de fonctionnement des temps périscolaires, extrascolaires et séjours.

Jacques DOS SANTOS : La rentrée arrive et nous en profitons pour modifier le règlement (non pas parce que c'est la rentrée, mais parce que c'est une bonne période) du fonctionnement des structures ALSH et du périscolaire. Quand les gens utilisent ces services, ils sont obligés de signer le règlement. Donc, la première chose qui nous a fait changer ce règlement, c'est qu'il était compliqué, nous nous sommes rendu compte que beaucoup de gens ne comprenaient pas tout ce qui était écrit. Nous l'avons donc simplifié, nous l'avons clarifié au maximum et nous l'avons homogénéisé entre l'accueil du périscolaire (les temps du matin et du soir) et l'accueil du midi, et puis comme vous le remarquez, se trouvent également l'extrascolaire et les séjours.

Maintenant, c'est partout pareil et ce sont les mêmes règles sur tous les accueils, ce qui n'était pas toujours le cas précédemment.

Alors, je vais vous dire les points qui ont changé, après ce n'est que de l'écriture, il n'y a pas de choses fondamentales. Nous avons quand même mis une importance toute particulière à développer le côté éducatif dans ces temps. Ainsi, le règlement va permettre de développer ce côté éducatif pour notamment permettre une évolution ultérieure de ces accueils puisque le côté éducatif est quelque chose de très important. C'est pourquoi, nous le mettons en avant avec notamment la collaboration des écoles puisque, évidemment l'éducation est quand même le temps scolaire.

Les choses qui ont aussi changé favorablement pour les usagers, ce sont les délais de prévenance. Jusqu'à maintenant, il y avait un délai de prévenance de huit jours, cela veut dire que les gens devaient s'inscrire à la cantine huit jours avant au minimum et quinze jours pour les structures d'ALSH. Alors, quand nous avons mis cela en place, tout le monde nous a dit « mais pourquoi tant ? » c'est parce que nous avons besoin de cela pour fonctionner. Le portail famille est là depuis quatre ans et il fonctionne extrêmement bien, il nous a permis de ramener le délai de prévenance, pour toutes les structures, à huit jours. En effet, les gens se sont vraiment accaparés ce portail famille, il y a un nombre très important de personnes qui s'en servent, donc cela est évidemment la grosse nouveauté puisque les gens pourront à présent s'inscrire huit jours à l'avance sur ce portail famille. Ce sera effectif à partir du 1^{er} septembre.

La deuxième chose que nous avons homogénéisée est la non-facturation ou le remboursement en cas d'absence. Si vous vous souvenez, au mandat précédent, nous avions un gros problème. Nous avions beaucoup de gens qui réservaient et ne mettaient pas leurs enfants, mais qui gardaient la place. Puis ils payaient, mais comme ils avaient payé, ils affirmaient avoir le droit de ne pas mettre leurs enfants. Sauf qu'ils oubliaient un petit détail, et nous le rappelons tout le temps, c'est que le prix que paye l'utilisateur est à peine 20 % de ce que cela compte réellement à la commune. Ça, ce sont des données liées aux chiffres, mais outre cela, nous avons également une liste supplémentaire. Donc, nous avons des structures pas pleines avec des gens qui payaient sans mettre leurs enfants, et à côté, il y avait des gens qui avaient vraiment besoin du service et qui ne pouvaient pas s'inscrire. À présent, avec la vigilance des services que nous avons mis en place, cela ne se produit plus, nous avons très peu de gens qui ne mettent pas leurs enfants, et s'ils ne les mettent pas, c'est qu'il y a de vraies raisons. Donc, nous avons décidé de défacturer plus facilement tous les gens qui ne mettent pas leurs enfants, soumis évidemment à un certificat ou une attestation qui prouve pour quelle raison ils n'ont pas mis leurs enfants.

La mentalité a ainsi beaucoup évolué, nous en sommes très contents et nous n'avons quasiment plus de liste d'attente depuis quelques années.

L'autre point concerne la loi RGPD puisque nous sommes obligés de le mettre. Je rappelle que c'est une loi informatique où nous prévenons les gens que nous avons accès à un service de la CAF qui nous permet de vérifier leurs quotients familiaux. Nous sommes obligés de le mettre, donc je vous le dis puisque c'est quelque chose de légal. Comme les tarifs sont basés sur le quotient familial, nous pouvons donc vérifier leurs quotients familiaux en cas de doute. Évidemment, dans le nouveau règlement – et je vais finir là-dessus – nous avons laissé tout ce qui concerne le PAI, c'est le projet d'accueil individualisé. Il s'agit d'enfants qui ont des particularités : par exemple des particularités de nourriture (allergiques aux cacahuètes, allergiques à plein de choses, etc.) et ce sont aussi des enfants qui sont en situation de handicap. Nous avons donc bien accentué ce côté-là, et surtout, nous avons « officialisé » puisque dans l'ancien règlement qui datait de 2018, nous n'avions pas vraiment marqué que nous accueillions les enfants en situation de handicap. Il y a tout un paragraphe là-dessus, effectivement nous le faisons déjà, mais il a quand même permis d'officialiser cela. Et comme c'est quelque chose de positif, nous avons voulu le marquer dans le règlement parce que je pense que c'est quelque chose à développer dans les années futures. Je vous ai dit les grandes lignes, après vous pouvez toujours vous amuser à comparer les petits détails entre l'ancien et le nouveau. En tout cas, je remercie vraiment les services parce qu'il y a eu énormément de travail de clarification et de simplification pour que les usagers puissent le lire, le comprendre et surtout se l'accaparer au maximum.

M. le Maire : Merci Jacques. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Monsieur SALMON.

Jean-Noël SALMON : Peut-être une suggestion : d'individualiser clairement le PAI dans la rédaction, c'est-à-dire de créer un paragraphe, qui serait un bis ou de tout renuméroter, pour

que cela apparaisse clairement parce que les prescriptions sur le PAI sont noyées au milieu du dossier administratif, et cela ne ressort pas clairement. En lisant, j'ai cherché les conditions d'accueil des enfants, et je ne l'ai retrouvé qu'à la deuxième lecture. Je pensais le trouver dans le temps méridien, mais ça n'y était pas, ce qui est tout de même normal puisque cela a été traité avant. Donc, il faudrait peut-être réaliser une renumérotation pour le faire apparaître clairement : par exemple, tu fais un paragraphe 2 et tous les autres changent de numéro.

M. le Maire : Merci. Monsieur HALLOUL.

Khalid HALLOUL : Effectivement, il y a un travail intéressant qui a été fait. Est-ce qu'à un moment ou un autre, les représentants de parents d'élèves ont été associés à ce travail ?

Jacques DOS SANTOS : Nous avons discuté, certes pas directement avec les parents d'élèves, mais avec les directeurs de structures de l'ALSH qui, eux, ont le retour des parents pour savoir effectivement ce qui se fait. Alors, je vous avoue qu'au départ nous voulions associer les gens, mais la période n'a pas trop permis de faire des réunions. En tout cas les directeurs de structures (sachant que nous avons 7 directeurs) côtoient les parents tous les jours. En effet, quand ils viennent chercher leurs enfants, les directeurs et les parents ont très souvent des discussions quotidiennes. Par ce retour-là, nous avons eu l'avis des parents, j'avoue que ce n'était pas toujours formel, mais nous avons tenu compte de cet avis large.

M. le Maire : Merci. Oui, Monsieur NASSISI.

Ludovic NASSISI : Juste une simple réaction par rapport à l'écoute. C'est un sujet qui nous intéresse. Nous pouvons remarquer qu'il y a à chaque fois un intermédiaire, à chaque fois que vous écoutez, nous avons l'impression que ce n'est pas formalisé et que c'est toujours par le biais de « *on dit que* ». J'aimerais simplement vous alerter sur ces filtres que vous nous imposez à chaque fois dans votre système d'écoute. Tout à l'heure, Danielle parlait de recueils d'informations à travers les bailleurs sociaux, là, nous entendons à travers les responsables d'une autre entité. Allons directement poser la question aux uns et aux autres. Je suis un petit peu impliqué dans le collège et dans l'école depuis de nombreuses années et nous n'avons jamais échangé sur ces questions-là. Je ne vois pas en quoi ma parole ou celle des personnes, que je représentais à l'époque et que je représente encore aujourd'hui, a été portée par l'intermédiaire de ces responsables.

M. le Maire : Il n'y a pas de demandes d'intervention ? Je mets aux voix. Sur cette modification du règlement de fonctionnement, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

8. OFFICIALISATION DE LA CANDIDATURE DE VILLEFONTAINE EN TANT QUE TERRITOIRE ENGAGÉ POUR LA NATURE (TEN)

M. le Maire : Christian va nous parler d'officialisation de la candidature de Villefontaine en tant que territoire engagé pour la nature.

Christian GUETAT : TEN, mais « *territoire engagé pour la nature* » ce n'est pas plus mal. L'objet de cette délibération est de vous présenter une candidature de cette commune à un programme qui s'inscrit dans le plan biodiversité du Ministère de la Transition écologique. Un programme qui vise à mettre en place une stratégie nationale pour la biodiversité. Alors, nous avons découvert ce label en renouvelant et en candidatant à nouveau pour renouveler le label capital de la biodiversité. Il se trouve que, compte tenu du dossier, les candidats étaient plutôt des intercommunalités, donc nous avons un peu pesé pour pouvoir présenter notre candidature et par la suite elle a été acceptée. Effectivement, nos interlocuteurs étaient surpris, ils nous ont dit : « *pourquoi pas la CAPI ? Mais, Villefontaine, possiblement* » donc, nous avons quand même fait un dossier. Alors, ce dossier a repris un certain nombre de projets qui sont en cours sur cette commune, donc à la fois le PLU dans lequel il était interrogé par le dossier que nous avons instruit. Compte tenu de sa révision, c'est un dossier qui reprend en compte quantité d'éléments qui vont en faveur de l'environnement et de la biodiversité avec les trames bleues et les trames vertes, etc. Nous avons fait un travail qui a abouti maintenant avec des ingénieurs de l'INSA pour travailler principalement sur les îlots de fraîcheur, ou du moins sur les îlots de chaleur à transformer en îlots de fraîcheur, avec la désimperméabilisation autant que possible des cours d'écoles et autres espaces. Un travail qui se poursuit actuellement puisque l'INSA nous a rendu un document, un support très intéressant et qui est mis en œuvre maintenant par des campagnes de mesure de température ici et là, de manière à pouvoir connaître les évolutions de la température dans les écoles ou autres espaces.

Avec la CAPI, nous avons repris le travail sur la gestion raisonnée, notamment sur les espaces verts, c'est pourquoi nous allons donc resigner la convention sur ce mandat. Nous allons également retravailler sur les nouveaux modes d'exploitation ou d'embellissement des espaces verts compte tenu des conditions climatiques qui changent régulièrement et annuellement. Puis, il y a un travail qui a été fait, alors certes la CAPI le fait, mais nous avons aussi eu des échanges et un travail sur la dynamique agricole. D'ailleurs je voudrais citer un projet qui est en instruction actuellement, qui est issu du GUSP, où finalement les bailleurs se sont retrouvés avec des parkings souterrains désaffectés et qui pourraient être destinés à la culture de champignons, d'endives, etc. Nous avons d'ores et déjà commencé à travailler sur ce sujet-là et nous cherchons actuellement un porteur de projet pour 3 000 mètres carrés à Villefontaine.

Il y a donc une quantité de sujets, l'idée est de rentrer dans un plan d'amélioration continue et le dossier nous demande de dérouler ce plan sur les trois années. Nous irons au-delà à partir du moment où nous sommes déjà partis.

Ce qui est intéressant, c'est que nous avons noté un projet qui était en cours et notamment au GS4, qui était porté par le CLAS. Ce projet-là était de candidater aux Potagers de France, il

y avait 515 dossiers et le GS4 est arrivé premier. Je voulais en profiter aujourd'hui pour l'annoncer parce que c'était un projet et nous avons à présent le résultat. L'idée générale est d'intégrer dans tous les projets la préservation de la biodiversité sur les aménagements à venir, les zones de fraîcheur qui avaient déjà été développées, mais qui ont été améliorées et qui seront mises en place dans les années à venir. C'est un dossier assez costaud à remplir, mais finalement, nous avons souhaité le présenter. Et donc nous l'avons présenté à la commission sur les enjeux environnementaux du 9 juin 2021, nous avons eu par la suite un avis favorable. Il y a encore beaucoup à faire, mais notre ville s'y prête.

M. le Maire : Merci Christian. Il est évident que nous valoriserons comme il se doit la première place du GS4 dans ce beau projet. Y a-t-il, sur cette délibération, des demandes d'intervention ? Oui, Madame MITTENDORFER.

Anne-Valérie MITTENDORFER : Bonsoir. Le conseil municipal s'engage en faveur de la nature, en même temps que le conseil municipal va toujours soutenir la dynamique agricole, donc c'est très bien et nous nous en félicitons. Par contre, dans les faits, nous remarquons surtout que notre ville a engagé un bétonnage massif, nous parlions tout à l'heure du projet Domaine 90, des immeubles à côté du Fellini. Ces projets vont à l'encontre de la biodiversité, cela nous heurte. Tout le monde a en tête la destruction des charmilles quarantennaires au Domaine 90. Cette suppression qui aurait pu être, en face du Casino, un îlot de fraîcheur avec ce petit parc qui était bien charmant. Nous sommes allés au Fellini récemment et nous avons été opprimés par tout ce béton. Donc, notre question : cet engagement que nous voulons fort pour la démarche TEN (Territoire Engagé pour la Nature) nous assure-t-il que le bétonnage va enfin cesser à Villefontaine ?

M. le Maire : Au risque de vous déplaire, Madame MITTENDORFER, piloter le développement d'une municipalité, c'est tenir compte de toutes les contraintes et de toutes les obligations. Or, nous avons des obligations à remplir au regard du développement urbain, des obligations qui sont contenues dans le SCOT, dans le PLH de la CAPI et qui nous imposent la création d'un certain nombre de logements par an. Nombre d'ailleurs que je conteste parce que nous n'avons plus la capacité foncière à les réaliser, sauf à grignoter sur des terres agricoles, ce que nous nous refusons à faire puisque je vous signale – je vous rappelle plus exactement – que nous avons passé un certain pourcentage de la commune dans le cadre du PAEN (Plan de sauvegarde des espaces naturels agricoles). Donc, à moins d'étendre le périmètre de la commune, ce qui n'est pas possible, il ne nous reste que quelques dents creuses à combler. Mais aujourd'hui, nous n'avons plus de réserve foncière qui nous permet de faire de l'urbanisation comme elle a été faite entre les années 74 et 90. Donc, qu'est-ce que nous devons faire ? Il faut densifier la ville, à l'intérieur de la ville pour pouvoir tenir les engagements. Nous ne faisons pas un centre-ville ou plus exactement nous ne refaisons pas un centre-ville, j'allais dire *refaire*, mais c'est plutôt *faire* parce que nous pourrions considérer que ce centre-ville n'existait pas à Villefontaine. Ainsi, nous ne faisons pas un centre-ville sans faire de l'urbanisation, je suis désolé, mais effectivement il faut construire des immeubles. Et donc, oui, nous aurons encore un certain nombre de programmes, parce que dans le cadre aussi de la rénovation urbaine, il y en a eu un certain nombre qui ont été détruits, nous devons

donc reconstituer l'offre. Je rappelle là encore que grâce à une négociation difficile avec l'État, nous avons obtenu de ne pas reconstituer forcément l'offre de logements sociaux sur le périmètre de la commune, mais sur l'ensemble du périmètre de la CAPI. Ce qui permet quand même de faire baisser le pourcentage de logements sociaux que nous avons sur la commune, mais pour autant, nous devons reconstituer l'offre de logements.

Tout cela mis ensemble montre que les choix qui ont été faits ont permis de densifier le centre-ville pour qu'il ressemble à un centre-ville, car quand vous êtes dans un centre-ville : oui, il y a des immeubles et nous gardons aussi des îlots de fraîcheur. La nouvelle place du centre-ville fera largement appel aux espaces végétalisés. Et pour terminer sur la première partie de votre intervention, le Domaine 90, oui il y a eu un saccage de cette haie charmille quarantenaire, je partage complètement. Nous avons découvert le sujet, Christian et moi, une demi-heure après que le mal ait été fait parce que le promoteur avait - paraît-il et nous allons lui accorder des circonstances atténuantes - mal interprété les plans qui lui avaient été soumis. Il y a eu un travail de négociation qui a été fait avec une association environnementale que tout le monde connaît bien sur le territoire de la commune, un accord a donc été trouvé pour des mesures compensatoires et une reconstitution. Je dirai que cela se termine moins mal que ce n'aurait pu, même si effectivement, nous ne reconstituerons pas cette charmille au bout de 40 ans. Mais, pour vous expliquer que : oui, il va falloir continuer à construire sur Villefontaine parce que nous avons un accroissement démographique qui recommence après avoir stagné pendant quelques années, et encore une fois, nous avons une obligation sur le territoire de la CAPI. En effet, je vous rappelle que nous avons l'obligation de construire 1000 logements par an, je ne sais pas si vous vous rendez compte de ce que cela représente. Donc, nous, à Villefontaine, nous n'avons pas cette capacité, j'ai d'ailleurs demandé un rendez-vous au Président du SCOT prochainement parce que, dans le cadre de notre PLU que nous devons signer à la fin de l'année, le SCOT nous dit que nous ne sommes pas conformes. Oui, c'est vrai, nous ne sommes pas conformes en termes de nombre de logements à construire parce que nous n'avons pas la capacité à les faire. Ce n'est pas de la mauvaise volonté, c'est juste que nous n'avons pas la capacité à les faire. Il faudra que nous en fassions, nous en ferons, nous essayerons de les intégrer au mieux pour avoir une urbanisation cohérente en préservant les îlots de fraîcheur et préserver ce qui est l'ADN de Villefontaine, c'est-à-dire un environnement vert et naturel. Mais, il est vrai qu'il va falloir continuer à construire.

Dans l'ordre, je ne sais pas qui a levé la main en premier : Monsieur HALLOUL ou Monsieur SALMON ?

Khalid HALLOUL : Tout d'abord, j'adhère à la présentation précédente, je rejoins effectivement l'avis. C'est que mine de rien, il y a des obligations légales et nous les comprenons, nous savons que ce n'est pas facile, mais le fond et la forme peuvent être soignés en même temps. Autrement dit, nous travaillons sur l'esthétique du centre-ville pour donner envie aux habitants de venir, mais je pense que nous aurions pu réfléchir davantage à ce bâtiment qui, j'adhère effectivement à la remarque, donne quand même une impression relativement lourde et cela ne va pas dans le sens esthétique. Donc, l'un n'empêche pas l'autre. Je comprends tout à fait les obligations légales, mais rien ne nous empêche de faire

un effort sur l'esthétique. Je ferme la parenthèse, je reviens à la question du label. Quelles sont les retombées pour Villefontaine si demain nous sommes labellisés ? Est-ce que les villes qui ont participé à ce type de labellisation ont vu une retombée, un impact sur l'image de leur commune ? Merci.

Christian GUETAT : À partir du moment où nous sommes labellisés, nous rentrons dans un réseau, c'est-à-dire que nous allons pouvoir « profiter » des expériences de ceux qui nous ont peut-être devancés sur cette labellisation. Pour moi, c'est un « tracteur » pour avancer et peut-être aussi trouver d'autres pistes d'amélioration pour ce territoire engagé pour la nature. C'est rentrer dans ce réseau, nous avons accompagné pendant trois années, et il est évident que si nous sommes toujours sur la dynamique au bout de trois années, nous n'allons assurément pas nous arrêter. C'est en tout cas l'enjeu. Il y aura du partage d'expériences qui est mis en place au travers de cette labellisation.

M. le Maire : Avant de vous donner la parole, Monsieur SALMON, Monsieur HALLOUL vous nous ferez la charité de penser que c'est à la fin d'un programme que nous voyons, si effectivement, sa qualité esthétique a été soignée ou pas. C'est sûr que quand nous sommes dans le cadre d'une construction et que nous sommes devant un mur de béton tout gris, avec en plus l'absence d'aménagements adéquats, ce n'est évidemment pas très gratifiant. Attendez donc la fin et puis nous verrons ce que nous pourrons faire, mais nous sommes tout aussi attachés que vous à l'esthétique et à la qualité de ce qui nous est proposé, je peux vous en convaincre. Pour terminer, dernière petite précision : en plus du nombre de logements que nous devons réaliser par an, nous devons aussi respecter certaines précisions, dont la densité de logement à l'hectare, et aujourd'hui, les instances de l'État augmentent cette densité d'année en année parce qu'il faut concentrer les logements. Monsieur SALMON.

Jean-Noël SALMON : Sur cette labellisation, je n'y vois que des avantages parce que cela oblige aussi une commune qui est candidate à ce type de label à réfléchir sur son développement et la forme qu'elle veut avoir au fil des ans. Cela rejoint la réflexion qui est déjà bien avancée puisque le PADD de mémoire, a été approuvé pour le PLU. En fait, nous sommes devant un sujet qui est la forme urbaine de Villefontaine dans les 30 ans à venir. Pour l'instant, je mets à part le centre-ville, j'y reviendrai. Nous avons une ville qui a été construite un peu comme une cité-jardin, c'est-à-dire assez étendue, qui a consommé beaucoup d'espace. J'entends bien le débat sur le fait de ne pas consommer l'espace, mais en arrivant tout petit, j'ai eu le privilège de voir construire cette ville. Et c'est un fait, nous avons consommé énormément d'espace pour accueillir finalement peu de monde. C'était le choix de l'époque auquel les élus de l'époque ont adhéré, auquel nous avons adhéré parce que nous y avons trouvé une certaine qualité de vie. Aujourd'hui, nous savons bien que c'est une époque révolue, nous ne pourrons pas continuer à consommer autant d'espace dans les années à venir, alors que – et vous le signalez dans les objectifs du SCOT – nous sommes dans une zone de forte pression démographique. D'ailleurs, nous le voyons bien, et la crise sanitaire a un peu accéléré le processus, des gens qui souhaitent quitter l'hypercentre de la métropole pour retrouver un peu d'espace, un peu d'ouverture en se tournant vers notre territoire. C'est compliqué d'obtenir les deux bouts et vous l'avez souligné. En réalité, le centre-ville, vous l'avez dit vous-

même, quel que soit le débat sur la responsabilité des uns et des autres, s'était arrêté en plein milieu. Cela veut dire qu'il y avait une forme de ce centre-ville, il y avait un projet, et brutalement la fin du projet ville nouvelle, au sens volontarisme du terme dans les années 90, a fait que ce centre-ville s'est arrêté en plein milieu. Nous avons longtemps eu des dents creuses qui généraient des difficultés de fonctionnement. Vous avez fait une proposition de finition de cet espace, nous pourrions discuter sur la qualité et le dessein de tel ou tel immeuble. Je crois qu'il faut être clair : il n'y a pas vraiment de beaux immeubles qui ont été construits à Villefontaine, nous avons plutôt fait le pari d'une forme urbaine agréable qu'une forme architecturale intéressante (mise à part peut-être le cinéma et le centre Simone Signoret) après les goûts relèvent de l'appréciation de chacun. En fait, ce qui est à l'œuvre pour Villefontaine dans les années à venir, et vous l'avez dit, c'est que les terrains disponibles se raréfient.

Vous avez fait le choix de classer en PAEN une grande partie des espaces encore disponibles, notamment ce qui avait été prévu comme le sixième quartier de Villefontaine - quelque part en direction de Bonnefamille – que vous trouvez sur les cartes sous le nom de la tortue. Je pense que cela aurait coûté de toute façon trop cher d'aller urbaniser encore plus loin. Par contre, le sujet qui est devant nous est celui de la densification et y compris dans les quartiers historiques : Les Roches, Servenoble, etc. D'ailleurs, par rapport à nous, la région parisienne a 20 ans d'avance sur ce sujet-là. Avec la division des lotissements lors des mutations, voire la transformation des maisons en deux ou trois appartements, voire quelques fois avec des problèmes de marchands de sommeil qui logent dans neuf mètres carrés, il est clairement évident qu'elle est devant nous. C'est quelque chose qui se pose dans toute la grande couronne lyonnaise, c'est-à-dire qu'il va y avoir une très forte pression à la densification. Je crois qu'il faut que nous nous donnions les moyens d'une réflexion et les moyens réglementaires d'agir contre cette densification ou de la codifier. Parce qu'avec les outils qui sont ceux du PLU actuel (attendons d'avoir les prescriptions du prochain), nous ne pouvons pas lutter contre ces densifications. Par exemple, dans les zones UA, vous pouvez diviser à loisir un terrain pour construire. Mais, en agissant ainsi, nous serions face à des zones surdensifiées, ce qui irait à l'encontre de notre objectif commun qui est la préservation de la qualité de vie à Villefontaine.

Pour le centre-ville, il y a un projet qui est à l'œuvre. Globalement nous pouvons nous retrouver dans les objectifs, après se poser des questions telles que « *est-ce que la rue doit passer par là ou là ?* » relève de l'ordre du détail. Par contre, l'objectif qui est devant nous est de conduire et de préserver notre ville de cette densification à outrance.

M. le Maire : Merci Monsieur SALMON. Certes, cela nous éloigne un peu du débat, mais le sujet est suffisamment important pour que nous nous y attardions cinq minutes. Vous avez raison, je rappelle qu'à l'époque pour le projet de la ville nouvelle, l'objectif était de 300 000 habitants, ce pôle d'équilibre entre Lyon et Grenoble. Un objectif fixé sur un périmètre qui n'est pas plus grand, grosso modo, que le périmètre actuel de la CAPI. Même si le découpage n'était pas tout à fait le même, nous étions sur le même périmètre de commune. Trente ans après, nous sommes effectivement arrivés tout mouillés de chaud si je puis dire à

50 000 habitants et effectivement, nous pouvons dire que nous avons consommé énormément d'espaces.

Jean-Noël SALMON : 100 000 ?

M. le Maire : Non, c'était 300 000. La CAPI, c'est 107 000 habitants aujourd'hui, mais quand nous sommes passés du SAN à la CAPI et lorsque l'opération d'intérêt national s'est arrêtée, les cinq communes du SAN représentaient 50 000 habitants.

Jean-Noël SALMON : Oui, d'accord. Les 300 000, c'était sur le périmètre.

M. le Maire : Les 300 000, c'était sur le périmètre de l'ancien SCANIDA. De ce côté, nous n'avons pas atteint les objectifs. Je voudrais quand même vous rappeler, parce que je crois que j'ai déjà eu l'occasion d'en parler dans ce conseil, qu'une étude de l'agence d'urbanisme de Lyon a été menée il y a deux ans. Une étude qui projette à l'horizon 2040 – soit dans vingt ans, c'est-à-dire demain – que l'aire métropolitaine correspondra à 500 000 habitants de plus. 500 000 habitants de plus, c'est grosso modo 400 000 logements à construire, cela pose question et non pas que de la densification, cela pose des questions en termes de ressources naturelles, de ressources alimentaires. Quid de la gestion des déchets de construction, quid de la gestion des déchets urbains. Ainsi, il est évident que toutes ces questions sont devant nous, vous avez parfaitement raison, et cela dépasse très largement le cas du PLU. Nous avons, et vous le verrez bien dans les prescriptions du PLU, pris un certain nombre de dispositions pour se protéger justement d'une éventuelle division parcellaire, notamment dans des secteurs anciens et historiques, et éviter ainsi que des parcelles de 20 ou 40 mètres carrés en cœur de village puissent servir à une construction verticale. Cela vous rappelle peut-être quelque chose ?

Nous avons donc pris en compte tous ces éléments. Il n'empêche que, comme vous l'avez dit, nous sommes sur un territoire extrêmement dynamique avec une pression démographique forte, une tension foncière énorme et qu'il faudra effectivement être vigilant sur la manière dont nous allons conduire notre développement urbain dans les années à venir. Ce sera notamment une des grandes responsabilités des élus prochains, des élus à venir, parce que, effectivement, c'est cela qui nous permettra de préserver la qualité de vie de certains de nos villes et villages.

Bien, cela nous a un peu éloignés du TEN, quoique pas trop, parce que c'est un sujet qui rentre dans la réflexion globale.

S'il n'y a plus de demandes d'intervention, je mets aux voix. Y a-t-il, sur cette candidature au TEN pour Villefontaine, des oppositions ? Des abstentions ? Elle est adoptée. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

9. SIGNATURE D'UNE CONVENTION TRIPARTITE DE DÉMOUSTICATION ENTRE LA COMMUNE DE VILLEFONTAINE, LE DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE ET L'ENTENTE INTERDÉPARTEMENTALE DE DÉMOUSTICATION RHÔNE-ALPES (EIRAD)

M. le Maire : Maintenant, nous allons parler de démoustication.

Christian GUETAT : Nous allons surtout parler d'une convention tripartite. Donc M. le Maire, si la délibération est adoptée, il y aura la signature d'une convention entre la commune, le département de l'Isère et l'Entente Interdépartementale de Rhône-Alpes.

L'objet est le moustique, et essentiellement tigre, puisque celui-ci est vecteur de maladies que peuvent être la dengue, le zika et le chikungunya. Sur Villefontaine, les premières présences du moustique tigre remontent à 2018. C'est une infestation qui est arrivée de l'Asie, mais qui a envahi toute la France, nous sommes donc concernés. Le moustique tigre, en plus de sa piquûre désagréable, peut également amener quelques maladies. Depuis quelques années, La Verpillière est engagée dans ce dispositif-là. En effet, comme elle touche les marais, certains de ses quartiers sont propices à la prolifération des moustiques tigres. En ce qui nous concerne, nous sommes rentrés dans le dispositif parce que nous avons déjà participé à deux demi-journées de formation qui se sont déroulées le 16 et 17 juin. Cette formation nous permet à présent de disposer de compétences sur le comportement de ce moustique qui a effectivement une particularité : il se nourrit en journée a contrario de tous ces copains puisqu'il y a 40 ou 50 espèces sur le territoire qui, eux, sortent plutôt soit le matin ou soit à la tombée de la nuit. Pour se prémunir de ces moustiques, ce dispositif propose des moyens de lutte et de prévention, et pour la gestion des plaintes, il y a des recensements qui se font régulièrement pour établir des diagnostics et des cartographies. Ce dispositif-là nous permet aussi de disposer de conseils en communication, de diagnostics puisqu'il y a des techniciens qui nous accompagnent, et puis un rapport technique qui est également mis à notre disposition. Je ne vais pas vous faire un cours sur le moustique tigre, mais aujourd'hui, il y a une batterie de gestes à faire en prévention pour notamment lutter contre cette espèce-là. Par exemple : ne pas laisser les eaux stagner, les chéneaux avec des contre-pentes. Il peut aussi y avoir des impacts sur le PLU avec des toitures qui sont montées sur pivot et des dalles sur pivot, c'est un nid où ils peuvent effectivement se développer et sont très intéressés par ces caches-là. Les jardins collectifs aussi où il peut y avoir des réserves d'eau de pluie qui ne sont pas protégées et qui sont un bel habitat. Nous pouvons citer en outre les jardinières, les arrosages, etc. La CAPI est engagée sur ce territoire-là, car cette dernière est venue également en formation compte tenu du fait qu'ils sont sur les espaces verts de notre ville. Ce qu'il faut savoir quand même et j'avais noté le chiffre parce que nous devons être inquiets et veiller à ne pas aider ce moustique à se développer, c'est que depuis 2006, il y a eu 82 cas de maladies transmises par le moustique tigre. Cela veut dire que lorsqu'il est arrivé dans des lots de pneus d'Asie, il était avec des familles qui étaient infestées et qui ont amené ces maladies-là. Aujourd'hui, il y en a une majorité qui est saine, mais nous ne pouvons pas faire le tri de ceux qui pourraient apporter la maladie et ceux qui ne l'apportent pas.

Nous avons donc une quantité d'actions en prévention à réaliser, au-delà il y a effectivement des actions plus importantes qui pourraient être imaginées, mais nous n'en sommes pas à faire passer des avions pour traiter les espaces et ainsi de suite. C'est plus un gros travail de prévention à faire avec les bailleurs, les copropriétaires, etc. C'est donc quelque chose que nous démarrons puisque nous venons de recevoir le kit de communication et nous allons le partager largement avec l'ensemble des villards.

M. le Maire : Merci Christian. Des questions ? Des demandes d'intervention ? Monsieur NASSISI.

Ludovic NASSISI : Vous dites que des élus ont été formés, lesquels ?

M. le Maire : *Vont* être formés.

Ludovic NASSISI : Les deux demi-journées ont déjà eu lieu.

M. le Maire : Ah pardon.

Christian GUETAT : Nous avons été formés le 16 et le 17. Julien GAGET était avec moi puisque le service « Cadre de vie » s'y prête complètement. Le CTM et la CAPI ont aussi été formés. Nous avons aussi profité d'un partage d'expériences avec des élus de Chasse-sur-Rhône présents et qui, eux, voient le moustique tigre depuis plus longtemps que nous.

Ludovic NASSISI : C'était aussi pour dire notre intérêt sur ce sujet et éventuellement l'envie de partager les informations. Effectivement, le moustique tigre est un problème préoccupant en Isère depuis 2012, le développement et la connaissance du sujet par les services municipaux est pour nous une aubaine et une véritable nécessité. La question que nous nous sommes posée lorsque nous avons vu la délibération, c'est : est-ce qu'il va y avoir une campagne de démoustication ? Est-ce que c'est le cas ou pas ? C'était un peu ce que nous attendions en voyant le titre de la délibération. Je profite de l'occasion pour vous parler d'un autre problème qui est du même registre en réalité. Quels moyens sont mis en œuvre pour lutter ou quels moyens seront mis en œuvre pour lutter contre la prolifération du frelon asiatique ? Nous sommes sur une problématique analogue, effectivement c'est un frelon qui est arrivé dans le Sud-Ouest et il progresse de 200 kilomètres par an. Chez nous, nous avons des chiffres qui sont records et alarmants en Isère sur l'année 2020. Quels seront les moyens mis en œuvre pour lutter contre la prolifération du frelon asiatique qui représente, à notre avis, une tout aussi forte menace sur la santé publique ?

Christian GUETAT : Compte tenu de la présence de ce moustique sur Villefontaine, nous allons axer les actions sur de la prévention. Les techniciens de l'Isère et de Rhône-Alpes qui accompagnent les communes nous proposent de faire de la démoustication uniquement s'il y a un certain nombre de critères qui sont réunis. Par exemple, sur la Verpillière, il a dû y avoir une seule opération de démoustication. Sur Villefontaine, il y a eu un cas d'une personne qui revenait de voyage, donc il a été détecté par son médecin. Il y a eu notamment une

intervention à Villefontaine sur Muissiat c'était en 2020 (quelque chose comme ça) et pour autant il n'y a pas eu de démoustication, c'était effectivement une enquête menée par l'ARS recoupée par ces services-là. Pour l'instant, la démoustication est vraiment quelque chose de très ponctuel et la Verpillière a vraisemblablement de « l'avance sur nous ». Je ne leur souhaite tout de même pas de nous devancer encore longtemps et nous ne sommes évidemment pas forcés de les rattraper sur ce sujet-là. Ils n'ont donc profité que d'une seule démoustication.

Concernant le frelon, il fait aussi partie des espèces qui sont suivies. Sur Villefontaine, il y a eu un nid de frelons qui a été détecté sur les Fougères et il est déserté. Cela veut dire que nous avons identifié, c'est-à-dire que nous prenons les coordonnées GPS, nous faisons un signalement, par contre je ne sais plus quelle est l'entité. En tout cas, nous sommes en relation avec cette entité-là, soit pour le détruire, soit pour vérifier s'il est colonisé ou s'il est abandonné. Ainsi, le seul que nous avons identifié à Villefontaine, c'est sur les Fougères (une parcelle que je connais parfaitement), je suis allé voir, les coordonnées GPS sont connues et il est vide. Cela veut dire qu'effectivement des frelons sont passés par là, et a priori sur la commune, il n'y a pas d'autres nids identifiés.

Ludovic NASSISI : Permettez-moi d'insister sur ce sujet. En général, les nids de frelons ne marchent pas seuls, donc il y en avait forcément d'autres. C'est un vrai sujet qui nécessite une réactivité et non des questions ou des réflexions. J'aimerais vraiment que nous nous engagions fortement sur ces questions-là.

Christian GUETAT : Sur le frelon, il n'y a pas de prévention. Le nid fonctionne et les frelons sont bien présents, il y a une intervention qui est déclenchée.

Ludovic NASSISI : Je ne réclame pas la prévention, je réclame de l'organisation.

Christian GUETAT : L'organisation est déclinée dans les services de la mairie, et nous avons des services qui sont en charge de cela sans problème aujourd'hui.

Ludovic NASSISI : Est-ce que nous pourrions en être informés parce que c'est vraiment un sujet important ?

Christian GUETAT : Je pense, parce que je n'ai pas revérifié, mais normalement il y a sur le site de la mairie des communications sur toutes les espèces invasives. Il va être restructuré de manière à avoir un point d'entrée unique pour la chenille, les frelons, l'ambrosie, etc. Par contre, nous avons pris un arrêté communal qui définit les prérogatives des uns et des autres pour lutter contre ces espèces-là qu'ils soient sur le domaine public ou privé. Parce que si vous avez un nid de frelons sur un domaine privé, rien ne va l'empêcher de se développer ailleurs.

M. le Maire : Je vous invite, Monsieur NASSISI, à participer aux commissions environnement dans lesquels ces sujets sont traités. Je pense que vous avez déjà eu un certain nombre d'informations. En termes d'informations destinées au public, il y a effectivement des choses

sur le site de la mairie. Et quand les gens font des signalements, nous leur donnons des renseignements, soit par action directe – comme le dit Christian – soit sur des systèmes de lutte personnelle ou individuelle que nous pouvons trouver aujourd’hui dans le commerce. Oui, Monsieur HALLOUL.

Khalid HALLOUL : C’était juste pour compléter. Pour ma part, j’ai bien assisté à la commission et nous avons fait des propositions, notamment en matière d’information, parce que cela ne suffit pas. Cette opération de sensibilisation est importante, parce que mine de rien, c’est un problème de santé publique. Nous avons également souligné une opération de communication massive : tous les Villards ne vont pas sur le site internet, tous les Villards ne passent pas par Facebook. Donc, pour contrer ce problème d’accès à l’information, il faut notamment passer par les présidents des ASL et surtout, passer aussi par les élus ici présents, les 33. En effet, les élus sont des leviers d’information, donc quand il y a des journées de formation, c’est dommage que l’ensemble des élus ne soient pas associés parce que là, il ne s’agit pas d’opposition ou de majorité, c’est un problème de santé publique. Tout le monde doit donc y participer.

Christian GUETAT : Je ne partage pas, il faut s’opposer à ces bestioles-là. Ceci dit, nous venons de recevoir le kit de communication et il va être envoyé à toutes les copropriétés, aux présidents de copropriété, aux bailleurs. Nous allons aussi très certainement le partager avec les instituteurs et les directeurs, mais d’ici là, nous allons sûrement laisser l’année scolaire se terminer. C’est une procédure importante puisque, effectivement, le signalement est une première étape indispensable pour déclencher par la suite une action. Sans signalement, il peut y avoir des espèces qui vivent tranquillement et qui vont nous embêter dans quelques temps ou qui nous embêtent déjà.

M. le Maire : Je vais mettre aux voix. Y a-t-il, sur cette convention tripartite de démoustication entre le département, l’Entente Interdépartementale et la commune de Villefontaine, des oppositions ? Des abstentions ? Est adoptée à l’unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l’unanimité

10. PLAN DE FINANCEMENT DE LA BORNE DE RECHARGE POUR VÉHICULE ÉLECTRIQUE (IRVE) AVENUE DU DRIÈVE

M. le Maire : Tu continues sur la borne de recharge électrique.

Christian GUETAT : Je vais juste faire référence à l’institution avec laquelle nous allons travailler ce sujet-là. Nous avons effectivement signé une convention ou un engagement avec le TE38, qui s’appelait encore à l’époque le SEDI parce que nous avions déjà travaillé le sujet il y a quelques années. Sur le principe, c’était de mettre à disposition une borne de recharge électrique sur le domaine public. Nous avons peut-être bien fait de patienter, c’est-à-dire qu’il fallait trouver le lieu, ou finalement les lieux d’intérêt. Je dis les *lieux* parce que le premier a été trouvé assez facilement, donc les autres seront aussi faciles à définir. Le centre d’intérêt

que nous avons identifié il y a déjà quelques années, c'était sur le secteur du Driève à proximité du théâtre du Vellein, le parc du Vellein et la zone d'activités Cruizille. Dans la mesure où il peut y avoir des utilisateurs qui viennent travailler, qui viennent au spectacle et qui peuvent profiter de ce point de recharge. Cela veut dire que nous avons identifié le premier point de recharge dans ce secteur-là, ce sera probablement du côté du NRO. Le plan de financement et le « reste à charge » est de 3600 euros, mais pour un engagement financier de l'ordre de 24 000 euros. Alors, pourquoi conventionner avec le TE38 ? Parce que le TE38 s'est engagé depuis de nombreuses années pour développer des points de recharge répartis sur un certain nombre de départements qui vont de la Haute-Savoie jusqu'au Var et jusqu'en Ardèche, Haute-Loire et Loire. Ils ont donc un réseau pour permettre à celles et ceux qui roulent électrique de pouvoir trouver un point de recharge.

Pourquoi j'ai dit tout à l'heure que nous avons bien fait d'attendre ? Parce qu'à présent, les technologies développées sont des bornes de recharge dites accélérées à 22 ou 24 kWh alors qu'il y a trois ans c'était une de 22 kWh et une de 2 kWh. Avec ces bornes, il fallait passer toute la nuit pour charger son véhicule, ce qui me semble présenter un intérêt plutôt mineur et limité. Aujourd'hui, le principe est d'approuver cette délibération de manière à ce que Monsieur le Maire signe la convention et que la borne puisse être installée. Je n'ai pas la date exacte, mais ce sera installé d'ici la fin de l'année. Ce sera la première borne de recharge à un endroit qui nous paraît présenter un intérêt pour celles et ceux qui nous rendent visite et qui peuvent peut-être charger ici leur véhicule avant de rentrer à la maison. Oui ?

Jean-Noël SALMON : Vous évoquiez tout à l'heure la nécessité d'un réseau sur Villefontaine parce que tous les gens qui viennent à Villefontaine ne fréquentent pas le secteur du Driève et du Vellein. C'est plutôt dans les centres-villes que l'utilisateur de véhicule électrique cherche d'abord sa borne – je peux vous raconter quelques aventures personnelles, c'est parfois assez sportif voire même angoissant. Avec le TE38, est-ce que vous avez déjà envisagé d'autres lieux et selon quel calendrier ?

Christian GUETAT : Sur le centre-ville effectivement et sur la deuxième tranche des travaux en centre-ville. Il y a aussi des demandes sur la Place de l'Europe, c'est-à-dire sur le secteur des Fougères, donc là c'est pareil, cela pourrait être un autre centre d'intérêt. Ce dispositif doit être eborne, il me semble que c'est assez bien fait. Certes, je ne suis pas utilisateur, mais j'ai regardé un peu les fonctionnalités. Vous avez la carte de toutes les bornes de recharge disponibles (vous l'avez sûrement testé) et vous avez aussi la disponibilité des bornes.

Jean-Noël SALMON : Au-delà du cas de Villefontaine, les points que vous citez sont très bien et nous pourrions certainement en trouver d'autres. C'est un sujet à développer. En revanche, le frein actuel à l'utilisation des véhicules électriques, c'est qu'il n'y a pas d'informations unifiées. Autrement dit, tant que vous êtes dans la zone eborne (le réseau des syndicats d'électricité du grand Sud-Est), tout va très bien, mais dès que vous sortez, c'est un autre réseau. Alors, dans ce cas, il faut charger une autre appli, éventuellement s'abonner à un autre service. Donc, si vous traversez la France, cela devient un peu inquiétant. Par conséquent, Tesla a trouvé autre chose, il développe à présent ses propres bornes, il les paie, mais elles ne

sont que sur les grands axes. En résumé, tout cela est un vrai frein à l'utilisation du véhicule électrique. Maintenant, il serait bien de trouver d'autres lieux dans la ville parce que l'intérêt est quand même de pouvoir fréquenter tous les lieux de la ville ainsi que les centres d'intérêt, et vous l'avez dit, le centre-ville en est un particulièrement.

Christian GUETAT : J'ai entendu et nous travaillons dans cette direction parce que, effectivement, nous commençons à avoir un peu plus de véhicules électriques.

M. le Maire : Je mets cette délibération aux voix concernant le plan de financement de la borne de recharge IRVE à avenue du Driève. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

11. FORUM DE L'EMPLOI 2021 – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC PÔLE EMPLOI

M. le Maire : Carine va nous parler du forum de l'emploi 2021.

Carine KOPFERSCHMITT : L'objet de cette délibération est d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention qui encadre la tenue de notre prochain forum de l'emploi - le vingtième cette année - que nous organisons en partenariat classiquement avec Pôle emploi. Pour cette convention, vous avez dû lire le détail concernant le contenu du forum, qui sera cette année sous une forme encore une fois hybride : à la fois du distanciel avec les salons en ligne (le forum en ligne) et à la fois en présentiel avec la tenue des stands par les entreprises comme vous le connaissez. Nous le tenons de cette façon compte tenu de l'absence de visibilité que nous avons quant à la crise sanitaire pour la période de la rentrée de septembre-octobre.

Dans cette journée de forum arrêtée à la date du 14 octobre, est prévu un forum inversé, ce sera la deuxième édition, la première édition s'est d'ailleurs bien passée. Dans le forum inversé, ce sont les demandeurs d'emploi qui reçoivent les entreprises, soit les employeurs. Cette opération a reçu un fort succès l'an dernier, cela a permis à l'employeur d'avoir un véritable sentiment de valorisation et c'est une très bonne chose. Il y a donc un espace de recrutement ouvert, le classique forum comme nous le connaissons chaque année, avec une jauge réduite. En effet, nous allons avoir 24 entreprises sur la journée, 24 agences d'intérim et un peu plus d'une dizaine d'employeurs publics. Et enfin, un espace numérique qui s'adressera plus spécifiquement aux jeunes et qui sera encadré par la mission locale, ils seront donc prescripteurs par rapport aux jeunes reçus sur ce stand-là. L'idée étant de mettre à disposition des casques de réalité virtuelle pour que les jeunes demandeurs d'emploi puissent découvrir de multiples métiers via la présentation d'une centaine de films. Pour la première fois cette année, nous allons organiser des assises de l'emploi. Je ne sais pas si c'est le bon terme, mais je crois que c'est un terme qui veut dire que nous voulons mettre autour de la table tous les acteurs concernés par le sujet, que ce soit les entreprises, les institutions publiques et peut-être des représentants de demandeurs d'emploi. Il me semble qu'elles se dérouleront le 19 octobre, en matinée, et cela se présentera sous forme de table ronde. Pareil,

nous serons cette fois-ci aussi sous jauge restreinte, l'idée est d'avoir une quarantaine de personnes, avec évidemment Pôle emploi qui nous déroulera les chiffres clés. Ensuite, nous serons accompagnés d'un prestataire, nous aurons effectivement un animateur parce qu'il s'agit tout de même de temps qui doivent être à la fois pertinents, efficaces et efficients. Et pourquoi avons-nous initié ces premières assises ? (Je me permets, Monsieur le Maire, j'explique en même temps.) C'est parce que le constat est fait, certes nous ne faisons jamais vraiment le tour du sujet de l'emploi, mais pour ma part je pense que c'est bien le cas. En effet, après avoir assisté à tant de réunions, à tant de dispositifs et à tant de partenaires, j'ai le sentiment et je crois qu'il est partagé, que nous n'arrivons jamais à mettre tous les acteurs concernés autour de la table, c'est-à-dire une assise où nous parlons le même langage et où nous partageons des objectifs communs.

L'objectif étant d'imaginer et de concrétiser à terme des solutions concrètes réalistes et efficaces en matière de l'emploi afin qu'il y ait une meilleure adéquation entre l'offre et la demande sur plusieurs thématiques. Je pense notamment à la formation, la mobilité, et tout un tas d'autres sujets. Je crois avoir fait le tour.

M le Maire : Merci Carine. Y a-t-il, sur cette délibération du forum, des questions ? Monsieur HALLOUL.

Khalid HALLOUL : Juste pour rappeler notre attachement à ce forum et l'importance que ça représente. L'idée d'organiser une sorte d'assise sur la question de l'emploi et d'y associer les acteurs est une démarche innovante et très intéressante. D'ailleurs, toute démarche innovante est la bienvenue pour essayer de trouver des solutions et des passerelles entre l'offre et la demande. J'avais juste une question concernant le profil. Comme cela a été fait lors de certaines éditions au dernier mandat, est-ce que ce sera organisé par secteur professionnel ou est-ce que cette fois-ci ce sera ouvert à tout secteur ?

Carine KOPFERSCHMITT : Là, c'est tout secteur. Je veux juste ajouter une chose que je n'ai pas dite et à laquelle je tiens. A priori je ne pense pas que ce soit discriminant, mais il me semble que nous n'avons pas un zoom spécifique ou une ouverture pour nos entrepreneurs locaux. Effectivement, en ayant fait le tour des entreprises locales, nous nous apercevons que nous avons des entreprises sur des structures niches, mais qui n'arrivent pas à recruter et pourtant je ne les vois pas nécessairement au forum de l'emploi. C'est pourquoi, nous aurons des zooms particuliers, nous avons prévu au moins deux stands pour nos sociétés villardes. Et pour répondre précisément à ta question, c'est bien ouvert à tout secteur.

M. le Maire : Merci Carine. Nous avons un territoire qui a cette contradiction d'avoir plus d'emplois que d'actifs, cela veut dire que nous avons beaucoup d'offres aujourd'hui qui ne sont pas pourvues pour des raisons diverses et variées. Comme le disait Carine, ce qui est intéressant dans ce « projet d'assise », c'est de mettre autour de la table tous les acteurs puisque souvent chacun parle de sa spécialité ou de son secteur d'activité. De fait, nous avons des sujets qui sont intimement liés à l'emploi ou non-emploi, c'est par exemple la mobilité, la formation et tout un tas de choses qui sont connexes. Pour cela, tous les acteurs doivent être

autour de la table pour en discuter et envisager des actions communes voire des solutions coconstruites.

Khalid HALLOUL : Carine, est-ce que la région sera associée à ce travail-là ?

Carine KOPFERSCHMITT : Nous parlons bien des assises ?

Khalid HALLOUL : Oui.

Carine KOPFERSCHMITT : Alors pour les assises, nous allons essayer de rassembler le maximum d'acteurs qui balaient l'ensemble des thématiques et qui posent question en tout cas. Mais, effectivement, la région risque fortement d'être associée au sujet.

En général, les assises arrivent en bout de course, là nous sommes en T0 puisque nous n'avons jamais initié cela. Nous les appelons *les assises* parce que tout le monde comprend que nous mettons autour de la table un certain nombre d'individus. Ce que je voulais dire aussi, c'est que nous l'initions à Villefontaine – comme cela aurait pu être initié par Saint-Quentin, La Verpillière ou que sais-je – parce que la question de l'emploi ne résonne pas simplement au niveau local de la commune, mais plus sur un bassin d'emploi. Ainsi, l'idée à terme (j'entends, mais je ne peux pas parler au nom de la CAPI et du Président) c'est que la CAPI s'en empare pour qu'à un moment donné ce soit porté de manière plus haute. Je crois que j'ai tout dit, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Merci Carine. S'il n'y a plus de demandes d'intervention, je mets cette délibération aux voix. Sur l'organisation de ce forum de l'emploi 2021, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Est adoptée à l'unanimité, je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

12. DÉROGATION COLLECTIVE AU REPOS DOMINICAL DES SALARIÉS, REPORT DE DATES EN RAISON DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SANITAIRE

M. le Maire : Carine toujours : dérogation collective au repos dominical des salariés.

Carine KOPFERSCHMITT : Dans cette délibération, il vous est demandé votre accord pour la modification de trois dates de dérogation au repos dominical. Nous avons déjà passé cette délibération, nous avons déterminé un certain nombre de dates, 12 dates précisément. La compagnie de Phalsbourg pour laquelle nous avons votée toutes ces dérogations pour les dimanches 4 avril, 16 mai et 27 juin souhaite qu'elles soient remplacées par les 11 juillet, 12 septembre et 7 novembre. Il y a donc un report de date parce que vous vous souvenez le deuxième confinement est tombé sur les deux dates des 4 avril et 16 mai, et le préfet a accordé le 27 juin, donc ils veulent juste pouvoir récupérer les dates qui n'ont pas été utilisées.

M. le Maire : Nous allons simplement modifier le calendrier par rapport à cette deuxième date d'interruption des activités commerciales. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce sujet ? Des questions ? Non. Je mets aux voix. Y a-t-il, sur cette dérogation collective au repos dominical, des oppositions ? Des abstentions ? 3 oppositions et 4 abstentions. Est adoptée à la majorité. Je vous remercie.

**Adopté à la majorité
3 oppositions et 4 abstentions**

13. EXONÉRATION DES DROITS DE PLACE DES AUTORISATIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC EN RAISON DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SANITAIRE

14. EXONÉRATION DES LOYERS DES COMMERÇANTS LOCATAIRES DE LOCAUX COMMERCIAUX COMMUNAUX EN RAISON DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SANITAIRE

M. le Maire : Madame GUILLERMINET va nous parler de l'exonération des droits de place. Il y a deux délibérations à suivre : l'exonération des droits de place des autorisations d'occupation du domaine public et l'exonération des loyers des commerçants locataires de locaux communaux. Tu fais les deux dans la foulée, Jeannine.

Jeannine GUILLERMINET : Suite à la décision du gouvernement, les mesures de confinement ont été mises en place du 3 avril au 18 mai. En conséquence, la commune propose d'exonérer les droits de place à titre exceptionnel du 3 avril au 18 mai pour l'ensemble des commerçants de nos marchés et manufacturés. Il en est de même pour nos deux commerçants locataires dans nos locaux avec l'exonération de leurs loyers. Il s'agit de SAS Auto-école de Servenoble et Coups de Cœur dont la commune avait exonéré le mois d'avril et qui propose de faire de même du 1^{er} au 18 mai. Vu l'avis favorable de la commission, je vous demande d'approuver cette exonération et d'autoriser Monsieur le Maire à effectuer et signer les documents qui s'y rapportent.

M. le Maire : Y a-t-il des demandes d'intervention ou des questions sur ces deux délibérations. Non. Je signale quand même que, cela n'a l'air de rien, mais tout cela mis bout à bout c'est un effort de 15 600 euros que la commune a consenti pour nos commerçants, en plus du reste. Je mets ces deux délibérations aux voix. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, nous votons les deux en même temps. Sur ces deux délibérations, y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Elles sont adoptées à l'unanimité. Je vous en remercie.

Adopté à l'unanimité

15. AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT AVEC POINT DE VENTE, AIDE FISAC – SAS LA BOX

16. AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT AVEC POINT DE VENTE, AIDE FISAC – COUPS DE CŒUR

17. AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT AVEC POINT DE VENTE, AIDE FISAC – CHEZ BANOÏ

M. le Maire : Jeannine, nous allons terminer par trois dossiers FISAC qui concernent :

- La SAS La Box, c'est une nouvelle entreprise, un bar à pâtes.
- La boutique Coups de Cœur dont nous venons de parler.
- Chez Banoï, un nouveau restaurant qui va s'installer à rue Serge Mauroit.

Jeannine GUILLERMINET : Je commence par La Box, c'est un bar à pâtes qui va se situer rue Serge Mauroit. Elle fait appel au FISAC, car elle se met en place, donc c'est essentiellement pour son enseigne et du matériel divers, le total est de 36 400 euros. La commune lui versera 20 % et l'État 20 %. Elle peut faire appel à la région parce que son dossier dépasse 10 000 euros.

Ensuite, nous avons Coups de Cœur. Elle fait appel au FISAC pour de l'isolation et de l'amélioration dans son local. C'est un petit FISAC, c'est 5475 euros. La commune lui donne également 20 %, le FISAC 20 %.

Et enfin, le dernier c'est le restaurant asiatique Chez Banoï qui est rue Serge Mauroit. Il se met en place aussi, c'est pour l'installation de son enseigne et un aménagement intérieur. Le total est de 32 545 euros avec 20 % pris en charge par la commune et 20 % FISAC. Il peut également solliciter la région puisqu'il a un total de 32 545 euros.

M. le Maire : Vous connaissez le dispositif FISAC, nous n'allons pas revenir dessus. C'est pour cela que je me suis permis de demander à Jeannine de présenter ces trois délibérations en même temps. Monsieur SALMON, vous voulez intervenir ?

Jean-Noël SALMON : Question toute simple. Il me semble qu'en commission, nous avons vu un quatrième dossier ?

Jeannine GUILLERMINET : Non.

Jean-Noël SALMON : Si, c'était la laverie.

M. le Maire : Il a déjà été voté au dernier conseil.

Jeannine GUILLERMINET : Nous avons effectivement trois dossiers : LAV +, Fleurs de vie et La boucherie Asloum dont les aides ont déjà été attribuées.

M. le Maire : Y a-t-il, sur ces trois délibérations, des demandes d'intervention ? Je peux mettre aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Ces trois délibérations sont adoptées à l'unanimité. Je vous remercie.

Adopté à l'unanimité

18. SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES POUR LES PROJETS DES ÉCOLES LOUIS PASTEUR, GALILÉE ET LES ARMIÈRES POUR L'ANNÉE 2020-2021

M. le Maire : C'est Jacques DOS SANTOS qui va clôturer ce conseil avec les subventions exceptionnelles pour les projets d'école.

Jacques DOS SANTOS : Merci Monsieur le Maire. C'est effectivement pour le pôle éducation. Nous proposons de verser aux écoles trois subventions dont vous allez avoir le détail. L'année dernière, il y a eu peu d'activités, mais il y en a quand même eu (je dis *année dernière* parce que l'année scolaire 2020-2021 est finie). Parmi les activités réalisées, le GS1 ont fait un atelier cheval, donc nous proposons de verser une subvention de 1370 euros. Je rappelle d'ailleurs qu'en plus de cette subvention, la mairie prend en charge 50 % du transport des enfants. La classe ULIS de l'école élémentaire Les Armières demande une subvention exceptionnelle pour un atelier cheval à Roche pour 446 euros. Puis, une autre subvention de 380 euros où des enfants sont allés à l'Opéra de Lyon pour découvrir l'Opéra, et a priori, cela leur a bien plu, ils l'ont vraiment adoré. Pour cette activité, nous proposons 380 euros à l'école Galilée.

M. le Maire : Y a-t-il des demandes d'intervention ? Monsieur JAN.

Bernard JAN : Merci Monsieur le Maire. Nous sommes évidemment favorables à cette délibération. Néanmoins, nous avons deux questions. La première : pouvez-vous nous détailler la ligne transport du projet conduit à l'école Louis Pasteur avec 3130 euros engagés pour aller de Villefontaine à Roche ? Et la deuxième question : pourriez-vous nous indiquer pourquoi réclamons-nous une participation familiale à Louis Pasteur et à l'école des Armières, mais pas à l'école élémentaire Galilée ?

Jacques DOS SANTOS : La subvention est demandée par l'école, donc c'est l'école qui décide si elle demande une participation financière ou pas. Par principe, elle demande toujours une participation financière, parfois plus ou moins grande. Donc, je ne peux pas répondre pourquoi ils n'ont pas demandé...

Bernard JAN : Pourquoi ont-ils demandé autant à Louis Pasteur ? À moins qu'il y ait 12 cars, je ne sais pas.

Jacques DOS SANTOS : Alors, pourquoi il y a autant de transport ? C'est parce que toutes les classes ont participé et ils y sont allés quatre fois chacune – enfin je crois parce que je n'ai pas tout le projet en tête. Donc, c'est à peu près 90 euros l'aller-retour à chaque fois multipliés par le nombre de classes et le nombre de fois, cela chiffre très vite. C'est pratiquement toute

l'école et ils n'y sont pas allés qu'une seule fois, c'était un atelier sur plusieurs fois. Voilà le coût, je pourrais vous le détailler exactement, mais je ne l'ai pas en tête. Pour la participation des familles, vous avez l'impression que les 2400 euros sont impressionnants, mais...

Bernard JAN : Non, je n'ai pas dit que c'était impressionnant.

Jacques DOS SANTOS : De tête, ils sont à peu près 200 à participer, donc ce n'est pas énorme par famille, cela reste très raisonnable. De toute façon, l'inspection valide toutes ces sorties et l'inspection est très regardante sur ce que nous demandons aux familles au pourcentage par rapport au coût total de la sortie. Donc, nous sommes tout à fait dans les règles et tout à fait dans les proportions habituelles.

M. le Maire : Merci Jacques. S'il n'y a plus de demandes d'intervention, je sou mets cette délibération aux voix. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Je vous remercie. Est adoptée à l'unanimité.

Adopté à l'unanimité

M. le Maire : Mesdames, Messieurs les Élus, nous avons terminé l'ordre du jour ordinaire de ce conseil municipal. Il n'y avait pas de questions diverses demandées. En conclusion, il me reste à souhaiter à tous ceux qui pourront prendre des vacances cet été de bien en profiter après cette période difficile que nous venons de vivre tous ensemble.

Merci et très bonne soirée à tous.